

Convention intercommunale d'attributions 2020-2025

GRAND POITIERS
Communauté urbaine



ActionLogement 



Version 6 – 20 novembre 2019

Vu

- Le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), et notamment ses article L441-1, L441-5 et L441-6,
- Le Document cadre des orientations stratégiques en matière d'attributions de Grand Poitiers, approuvé par la Conférence intercommunale de Grand Poitiers le 7 juillet 2017, par le Conseil Communautaire de Grand Poitiers le 19 septembre 2017 et par la Préfète de la Vienne le 30 octobre 2017,
- L'avis favorable du Comité responsable du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) de la Vienne sur le projet de Convention intercommunale d'attributions de Grand Poitiers, en date du XXX 2019,
- L'avis favorable de la Conférence intercommunale du logement (CIL) de Grand Poitiers sur le projet de Convention intercommunale d'attributions de Grand Poitiers, en date du 3 décembre 2019,

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Grand Poitiers Communauté urbaine, représentée par Alain CLAEYS, son Président,

L'Etat, représenté par Isabelle DILHAC, Préfète de la Vienne,

Le Département de la Vienne, représenté par Bruno BELIN, son Président,

Action Logement Services, représenté par

Ekidom, OPH de Grand Poitiers Communauté urbaine, représenté par Daniel HOFNUNG, son Président,

Habitat de la Vienne, OPH du Département de la Vienne, représenté par Alain PICHON, son Président,

Immobilière Atlantic Aménagement, représenté par Didier RIDORET, son Président,

ICF Habitat Atlantique, représenté par Gilles ALBERTUS, son Président,

ETANT PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIIT :

Préambule

Tendre vers plus de mixité sociale dans chaque commune et chaque quartier, notamment au sein du parc social, est une préoccupation structurante de la politique de l'habitat de Grand Poitiers Communauté urbaine (GPCu).

Dès 2011, Grand Poitiers et ses partenaires (Etat, communes, bailleurs sociaux) ont signé une "Convention intercommunale de mixité sociale" (CIMS) ayant pour objectif de garantir la mixité sociale et l'équilibre au sein des communes de Grand Poitiers et des quartiers de Poitiers en agissant selon deux axes :

- l'offre de logements (offre nouvelle, réhabilitations, rénovation urbaine) ;
- l'occupation du parc grâce au levier des attributions, outil de la politique de peuplement (19 fiches territoriales définissant par commune et par quartier de Poitiers des orientations qualitatives visant un rééquilibrage social).

Une instance partenariale, la Commission intercommunale de mixité sociale, était en charge de suivre la mise en œuvre des orientations prévues par cette convention.

Suite à la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) de 2014, la Commission intercommunale de mixité sociale a été transformée en Conférence intercommunale du logement (CIL). Celle-ci a adopté son Document cadre d'orientations en matière d'attributions de logements sociaux, qui reprend et précise les objectifs de la CIMS, et propose de nouveaux outils de mise en œuvre. Dans le même temps, Grand Poitiers a élaboré son Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs (PPGD) qui précise comment les demandeurs de logement social doivent être accueillis et informés et comment leur demande est gérée sur le territoire.

Deux conventions d'application de ces documents d'orientation ont été définies et adoptées :

- La Convention intercommunale d'équilibre territorial (CIET), adoptée par la CIL en novembre 2016, par le Conseil communautaire en décembre 2016 et signée le 10 mars 2017, met à jour la CIMS de 2011, et notamment ses fiches territoriales : le territoire de GP13 est dorénavant découpé en 39 secteurs, pour chacun desquels des orientations sont définies ;
- La Convention intercommunale d'accueil et d'information des demandeurs de logements sociaux, signée le 25 mars 2019, organise à l'échelle des 40 communes de Grand Poitiers le service d'accueil et d'information des demandeurs (SAI).

Suite à la loi Egalité et Citoyenneté (LEC) du 27 janvier 2017, la CIL a adopté en juillet 2017 un amendement à son Document cadre d'orientations en matière d'attributions de logements sociaux, pour prendre en compte les nouvelles obligations réglementaires en matière d'attributions aux ménages les plus précaires (ceux du 1^{er} quartile de revenus) en dehors des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Globalement, si les résultats tangibles en matière de mixité sociale et de bien-vivre dans les villes et les quartiers du territoire ne sont pas toujours faciles à évaluer, la dynamique lancée par Grand Poitiers en 2010 lors de l'élaboration de la CIMS et qui perdure depuis a permis une vraie implication de tous les partenaires du territoire (GPCu, services déconcentrés de l'Etat, département, communes, bailleurs sociaux, Action Logement...), travaillant dans la même direction pour tendre vers des objectifs partagés. Ainsi aucune commune, aucun bailleur du territoire n'a de réticence pour accueillir des ménages en situation précaire ou présentant des difficultés d'insertion sociale, à condition que les conditions d'accueil soient adaptées (niveau de loyer, environnement urbain, accompagnement social si nécessaire...).

La présente Convention intercommunale d'attributions (CIA) consiste en une mise à jour de la CIET, rendue obligatoire par l'évolution législative (Loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017 et loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique du 23 novembre 2018), et permettant d'en adapter les outils aux besoins du territoire de la Communauté urbaine à 40 communes. Elle représente un outil de mise en œuvre de la politique de l'habitat de Grand Poitiers, définie dans son Programme local de l'habitat (PLH) 2019-2024, approuvé en décembre 2019.

IL EST ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

Article 1.1 : Mise en œuvre des orientations de la CIL en matière d'attributions

La Conférence intercommunale du logement (CIL) de Grand Poitiers a adopté le 4 mars 2016 son Document cadre des orientations stratégiques en matière d'attributions de logement sociaux. Celui-ci a été amendé lors de la réunion de la Conférence intercommunale du logement de Grand Poitiers du 7 juillet 2017.

La Convention intercommunale d'attributions a pour objet de mettre en œuvre ces orientations, rappelées ici :

Objectifs stratégiques de la Convention intercommunale de Mixité sociale (CIMS)

La Convention Intercommunale de Mixité Sociale (CIMS) de 2011 avait pour objectif de garantir la mixité sociale et l'équilibre au sein des communes de Grand Poitiers et des quartiers de Poitiers, en agissant sur l'occupation du parc social et sur l'offre de logements, afin de :

- Respecter la mixité sociale des communes et des quartiers en prenant en compte par secteur géographique les capacités d'accueil et les conditions du parc des bailleurs sociaux ;
- Répondre également à l'exigence d'une meilleure prise en compte de la demande de logements des personnes défavorisées, notamment relevant du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD).

Cette convention répondait à plusieurs préoccupations rappelées dans son préambule :

- Souhait de Grand Poitiers de mettre en œuvre une politique concertée d'occupation des logements locatifs sociaux à l'échelle de son territoire afin d'améliorer les conditions d'accès au parc public de toutes les populations, faciliter les mobilités résidentielles et garantir la mixité sociale au sein du territoire ;
- Réflexion de l'Etat pour prendre en compte les priorités de mixité sociale dans la gestion de son contingent ;
- Engagement des bailleurs sociaux dans des pratiques visant à maintenir l'équilibre social du peuplement et à favoriser les parcours résidentiels.

En matière d'offre, la convention affirmait la volonté de travailler sur l'attractivité et la diversité de l'offre de logement social, grâce notamment à une meilleure répartition géographique des nouveaux programmes, au développement de l'offre de logements PLAI, à une amélioration et une diversification du parc existant, à la mise en œuvre d'actions de renouvellement urbain sur les quartiers concernés par le premier Programme de Rénovation Urbaine et sur les Couronneries

En matière d'occupation, 19 fiches avaient été constituées pour chaque quartier d'habitat social de Poitiers et certaines communes de Grand Poitiers. Ces fiches présentaient :

- Les constats partagés en matière de peuplement avec le rappel des éléments de diagnostic (données démographiques, nombre et pourcentage de logements sociaux, typologie du parc public, caractéristiques des ménages occupant le parc social...) ;
- Les orientations qualitatives en matière d'attributions de logements sociaux visant un rééquilibrage social ;
- Les actions complémentaires à mener participant des conditions de réussite de la mixité sociale, à mettre en œuvre par tous les acteurs publics et privés.

La CIMS prévoyait que ces fiches évoluent dans le temps en fonction de la situation des quartiers en matière de mixité sociale.

Objectifs du Document cadre des orientations de la CIL en matière d'attributions de logements sociaux

Les objectifs de la CIMS indiqués ci-dessus sont réaffirmés dans le Document cadre des orientations de la Conférence Intercommunale du Logement en matière d'attributions de logements sociaux arrêté le 4 mars 2016.

Pour les atteindre, le Document cadre liste les grands principes qui doivent guider la politique de Grand Poitiers en matière d'attributions de logements sociaux :

- Permettre à tous les ménages éligibles à un logement social du territoire de Grand Poitiers de se loger correctement, dans un logement adapté à sa situation et à ses choix, et dans un délai raisonnable.
- Rechercher un certain équilibre en matière d'occupation sur l'ensemble du territoire de Grand Poitiers, c'est-à-dire une répartition équilibrée de la population en mixant sur chaque commune et sur chaque quartier des ménages :
 - o D'âges différents ;
 - o De compositions familiales variées ;
 - o Actifs et inactifs ;
 - o Avec des niveaux de ressources divers ;
 - o De toutes nationalités.
- Permettre aux quartiers et aux communes de faire vivre cette mixité sociale, afin qu'elle ne représente pas seulement la juxtaposition de populations différentes mais un vrai "vivre ensemble" entre voisins, dans les écoles, etc.
- Tenir compte de la situation des quartiers prioritaires de la politique de la ville, afin de ne pas aggraver leur situation socio-économique. Plus largement, prendre en compte la situation existante sur chaque commune, chaque quartier, chaque résidence, dans le choix des ménages attributaires.
- Accompagner le développement économique et l'emploi sur le territoire de Grand Poitiers par le logement des salariés.
- Agir sur l'offre de logements (production neuve, réhabilitation, restructuration, résidentialisation, rénovation urbaine, politique des loyers...) afin de redonner de l'attractivité aux quartiers / immeubles qui en manquent, de mieux répartir l'offre de logement social et d'améliorer son image.
- Assurer une équité de traitement des demandes de logement social sur le territoire de Grand Poitiers et en assurer la transparence.

Le Document cadre propose, pour atteindre ces objectifs, de renforcer le caractère intercommunal, inter-bailleurs et inter-réservataires du dispositif d'attributions de logements sociaux.

Les trois volets d'une politique de mixité sociale

Afin de réussir effectivement à améliorer la mixité sociale dans les communes et les quartiers du territoire, Grand Poitiers et ses partenaires affirme que toute politique de mixité sociale doit agir simultanément sur trois volets :

- Le contexte, l'environnement urbain (développement de la mixité fonctionnelle des quartiers, amélioration de la qualité de l'espace public et des équipements, travail sur la mobilité, etc.) indispensables pour des quartiers / communes attractifs ;
- L'offre de logements (construction neuve, réhabilitation, renouvellement urbain, etc. dans le parc social et dans le parc privé) avec des enjeux importants d'attractivité du parc ;
- Le peuplement, notamment la politique d'attributions pour le logement social (sachant que pour le parc privé il n'y a guère de leviers d'action).

Article 1.2: Mise à jour de la Convention intercommunale d'équilibre territorial de Grand Poitiers

La Convention intercommunale d'équilibre territorial (CIET) de Grand Poitiers, adoptée par la Conférence intercommunale du logement le 3 novembre 2016 et signée le 10 mars 2017, avait également pour objectif de mettre en œuvre les orientations de la CIL en matière d'attributions. Il est néanmoins aujourd'hui nécessaire de disposer d'une Convention intercommunale d'attributions (CIA) afin de :

- Prendre en compte le nouveau cadre juridique, institué par la loi Egalité et Citoyenneté (LEC) du 27 janvier 2017 et renforcé par la loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) du 23 novembre 2018 (cf. annexe 1) ;
- Adapter la politique de Grand Poitiers en matière d'attributions au territoire de la communauté urbaine à 40 communes créée le 1^{er} janvier 2017 ;
- Honorer l'engagement d'élaborer une CIA, pris par Grand Poitiers dans la Convention pluriannuelle n°617 de renouvellement urbain du quartier des Couronneries signée le 10 novembre 2017 ;
- Actualiser les engagements des signataires.

Ainsi, la Convention intercommunale d'attributions de GPCu propose des actions permettant d'agir réellement sur le peuplement et d'améliorer concrètement et rapidement la mixité sociale sur le territoire, au sein de chaque commune de Grand Poitiers et de chaque quartier de Poitiers, dans une logique de solidarité intercommunale.

Article 2 : Déclinaison territoriale des objectifs de mixité sociale du Document cadre d'orientations de la CIL en matière d'attributions

Article 2.1 : Fiches territoriales de la CIA

Le territoire intercommunal étant diversifié, la mise en œuvre des orientations de la CIL ne peut se faire de manière uniforme sur l'ensemble des communes et des quartiers. Ainsi, le périmètre de Grand Poitiers a été divisé en 48 secteurs de façon à :

- Couvrir l'ensemble du territoire de la communauté urbaine ;
- Etre suffisamment précis pour traiter les spécificités locales ;
- Avoir des zones avec suffisamment de logements sociaux pour pouvoir y définir des orientations en matière d'attributions.

Pour chaque secteur (commune, quartier), à partir d'un diagnostic partagé de la situation, les 3 volets d'une politique de mixité sociale sont traités : 48 "fiches territoriales" ont ainsi été constituées (cf. annexe 2).

Orientations en matière d'actions sur l'environnement : Conditions de réussite

La politique de peuplement ne pourra donner des résultats qu'en lien avec la conduite d'autres actions, portant sur d'autres domaines (écoles, emploi, tranquillité publique, équipements, commerces et services de proximité, voirie et espace public, transports en commun, etc.). Cette rubrique doit permettre de proposer quelques actions précises concernant l'environnement du parc social sur le quartier / la commune, absolument nécessaires à la réussite de la mise en œuvre des orientations en matière d'offre et en matière d'attributions, et qui puissent être suivies.

Orientations en matière d'actions sur le parc de logements sociaux

La mixité sociale au sein du parc social ne dépend pas que de choix en matière d'attributions, mais aussi de structure et d'attractivité du parc de logement social, au sein de l'ensemble du parc de logements du territoire. Il s'agit donc de lister quelques besoins, objectifs ou projets de réhabilitation, restructuration,

résidentialisation, développement de l'offre, etc. qui interagiront avec les orientations en matière d'attributions, conformément aux objectifs du Programme local de l'habitat 2019-2024 de Grand Poitiers.

Orientations en matière d'attributions

A partir des éléments de diagnostics portant sur la démographie, le parc de logement et son occupation, la vie dans le quartier ou la commune, les orientations en matière d'attributions sont des objectifs généraux qui doivent permettre de contribuer à la diversification et à l'équilibre de la population au sein de chaque quartier ou commune.

Article 2.2 : Engagements des signataires pour la mise en œuvre des objectifs territorialisés de mixité sociale

Les fiches territoriales représentent le cadre d'application de toutes les mesures, dispositifs et outils définis dans cette convention, qui doivent respecter les orientations qualitatives de chacun des 48 secteurs de la Communauté urbaine.

Les bailleurs sociaux s'engagent à tenir compte des orientations qualitatives en matière d'attributions des fiches territoriales lors de l'instruction des demandes de logements sociaux en vue du passage en commission d'attributions de logements (CAL). Les CAL des différents bailleurs prennent également en compte ces éléments dans leur choix.

Les communes de Grand Poitiers et l'ensemble des signataires de la CIA pour ce qui les concerne s'engagent à contribuer à la mise en œuvre des orientations concernant l'environnement urbain et le parc de logements des fiches territoriales.

Article 3 : Engagements annuels quantifiés et territorialisés d'attributions de logements hors QPV aux ménages du 1^{er} quartile de revenus et aux ménages relogés dans le cadre du projet de renouvellement urbain des Couronneries

La loi prévoit (article L441-1 du CCH, alinéas 23 à 30 et article L441-6, alinéas 1 et 2) que, sur le territoire de Grand Poitiers Communauté urbaine, au moins 25% des attributions annuelles, suivies de baux signés, de logements situées en dehors des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), sont consacrées :

- A des demandeurs dont le niveau de ressources par unité de consommation est inférieur au seuil du 1^{er} quartile de ressources des demandeurs de logement social souhaitant un logement sur le territoire de Grand Poitiers (en 2019, 6 815 €/an/UC, soit 568 €/mois/UC) ;
- A des personnes relogées dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain des Couronneries (incluse dans le Nouveau programme national de renouvellement urbain – NPNRU).

La convention intercommunale d'attributions fixe, en tenant compte de l'occupation sociale de leur patrimoine respectif et afin de favoriser la mixité sociale dans l'ensemble du parc de Grand Poitiers, la répartition entre les bailleurs sociaux des attributions à réaliser sous réserve que le taux de 25% à l'échelle de Grand Poitiers soit globalement respecté. Ainsi la CIA fixe, pour chaque bailleur, un engagement annuel quantifié et territorialisé d'attributions hors QPV pour les ménages du premier quartile et relogés NPNRU en tenant compte, par secteur géographique, des capacités d'accueil et des conditions d'occupation des immeubles.

Les capacités d'accueil et les conditions d'occupation des immeubles permettant de déterminer la répartition entre bailleurs ont été évaluées selon plusieurs critères :

- Part de logements individuels / logements collectifs : considérant que les charges locatives sont en général plus importantes dans un logement individuel (notamment en matière de chauffage), il semble plus aisé de loger des ménages très précaires dans du collectif ;
- Typologie des logements : considérant que beaucoup de ménages du 1^{er} quartile sont des petits ménages (55% de personnes seules ou couples sans enfants), qu'il faut pouvoir loger dans des petits logements (T1-T2), les zones où il y a beaucoup de petits logements sont à rechercher ;
- Niveau de loyer moyen des logements : considérant que les ménages du 1^{er} quartile ont des très faibles capacités financières pour payer un loyer, les attributions doivent avoir lieu dans des logements bon marché (bas loyers) ;
- Occupation sociale du parc : afin de ne pas concentrer la pauvreté, il ne faut pas attribuer trop de logements à des ménages du 1^{er} quartile dans les zones où il y a déjà beaucoup de ménages précaires dans le parc social ;
- Desserte en transport en commun : considérant que la mobilité est une condition essentielle à la vie quotidienne et à l'insertion professionnelle, sachant que les ménages très précaires n'ont pas forcément les moyens de disposer d'un véhicule personnel, une bonne desserte en transport en commun est à rechercher ;
- Bassins d'emplois : afin de permettre aux attributaires d'accéder et de se maintenir dans l'emploi, il est nécessaire qu'ils ne soient pas trop éloignés des zones d'emploi.

Chaque partie du territoire intercommunal hors QPV a été analysée en fonction de ces critères, et un taux d'attributions aux ménages du premier quartile et relogés dans le cadre du projet de renouvellement urbain des Couronneries en a été déduit pour chacune.

En outre, le cas particulier du parc social du Futuroscope (localisation au sein de la zone d'activité du Futuroscope à proximité de plusieurs établissements d'enseignement supérieur, très forte proportion de petits logements...) a été traité à part : il s'agit d'un parc où la part de ménages du 1^{er} quartile est très élevée parmi les attributaires et où le taux de rotation est très fort (de l'ordre de 40%). Cela est dû au fait que les ménages logés dans ce parc sont principalement des étudiants et des travailleurs précaires. Cette spécificité de ce parc n'a pas vocation à changer. Il s'agit donc de conserver le même niveau d'attributions aux ménages du 1^{er} quartile que les années précédentes, à savoir autour de 60%.

Cela signifie que sur le reste du parc social de GPCu hors QPV, le taux d'attributions aux ménages du 1^{er} quartile doit être de 21% en moyenne, afin qu'avec le Futuroscope le taux de 25% soit atteint.

Taux applicables par secteur :

Zones	Attributions aux ménages du 1 ^{er} quartile+ relogement NPNRU		Pour mémoire : Attributions aux ménages du 1 ^{er} quartile en 2016-2017-2018		Evolutions attendues du taux d'attributions aux ménages du 1 ^{er} quartile + relogement NPNRU
	Taux applicables	Nombre (sur la base de 1 265 attributions hors QPV environ)	Taux moyens constatés	Nombre moyen annuel	
Poitiers Centre-Ville	26%	25	17%	16	+ 9 pts
Poitiers Bellejouanne	25%	13	30%	16	- 5 pts
Poitiers Reste de la commune (hors QPV)	22%	119	13%	70	+ 9 pts
Buxerolles Planty-Amandiers	18%	5	15%	4	+ 3 pts
Buxerolles Reste de la commune	22%	18	13%	10	+ 9 pts
Saint-Benoît hors QPV	22%	12	7%	4	+ 15 pts
Autres communes de première couronne ¹	18%	26	4%	6	+ 14 pts
Futuroscope (Chasseneuil-du-Poitou)	60%	68	57%	65	+ 3 pts
Communes de l'axe Poitiers-Châtelleraut hors Futuroscope ²	21%	17	12%	9	+ 9 pts
Chauvigny	17%	6	12%	4	+ 5 pts
Autres communes	16%	7	8%	4	+ 8 pts
TOTAL	25%	316	17%	208	+ 8 pts

Article 3.1 : Engagements quantitatifs des bailleurs sociaux

Afin d'atteindre l'objectif de 25% des attributions suivis de baux signés aux ménages du premier quartile ou relogés dans le cadre du projet de renouvellement urbain des Couronneries parmi les attributions en dehors des QPV, chaque bailleur s'engage à respecter les taux proposés pour chacune des zones définies (cf. tableau ci-dessus). Au total, cela donne un objectif de :

- 22% de ménages du 1^{er} quartile ou relogés NPNRU pour Ekidom hors QPV (contre 12% en 2018, soit + 10 pts),
- 21% de ménages du 1^{er} quartile ou relogés NPNRU pour Habitat de la Vienne hors QPV en dehors du Futuroscope (contre 16% en 2018, soit + 5 pts),
- 60% de ménages du 1^{er} quartile ou relogés NPNRU pour Habitat de la Vienne au Futuroscope (contre 61% en 2018, soit – 1 pt),
- 22% de ménages du 1^{er} quartile ou relogés NPNRU pour Immobilière Atlantic Aménagement hors QPV (contre 13% en 2018, soit + 9 pts),
- 25% de ménages du 1^{er} quartile ou relogés NPNRU pour ICF Habitat Atlantique hors QPV (contre 9% en 2018, soit + 16 pts).

¹ Biard, Bignoux, Crutelle, Fontaine-le-Comte, Ligugé, Mignaloux-Beauvoir, Migné-Auxances, Montamisé, Sèvres-Anxaumont, Vouneuil-sous-Biard

² Beaumont-Saint-Cyr, Dissay, Chasseneuil-du-Poitou Bourg, Jaunay-Marigny, Saint-Georges-lès-Baillargeaux

A titre informatif, sur la base de 1 265 attributions annuelles hors QPV environ, cela donne :

Zones	Eکیدom		Habitat de la Vienne		Immobilier Atlantic Aménagement		ICF Habitat Atlantique	
	% Q1	Nb Q1	% Q1	Nb Q1	% Q1	Nb Q1	% Q1	Nb Q1
Poitiers Centre-Ville	26%	24		0	26%	1		0
Poitiers Bellejouanne		0	25%	13		0		0
Poitiers Reste de la commune (hors QPV)	22%	78	22%	15	22%	23	22%	3
Buxerolles Planty-Amandiers	18%	1	18%	4		0		0
Buxerolles Reste de la commune	22%	6	22%	3	22%	8	22%	1
Saint-Benoît hors QPV	22%	5	22%	3	22%	4		0
Autres communes de première couronne	18%	21	18%	2	18%	3	18%	0
Futuroscope (Chasseneuil-du-Poitou)		0	60%	68		0		0
Communes de l'axe Poitiers-Châtellerault hors Futuroscope	21%	2	21%	11	21%	4		0
Chauvigny	17%	1	17%	4	17%	1		0
Autres communes	16%	3	16%	4		0		0
TOTAL	22%	141	32%	127	22%	44	25%	4

Article 3.2 : Engagements de l'ensemble des signataires permettant d'atteindre les objectifs quantitatifs

Afin d'atteindre ces objectifs quantitatifs, les attributions aux associations en vue de l'hébergement ou d'une sous-location à un ménage suivi par l'association sont assimilées à des attributions à des ménages du premier quartile. En effet ces ménages sont en situation précaire et ont généralement des ressources inférieures au seuil du 1^{er} quartile.

Par ailleurs, les communes de Grand Poitiers et l'ensemble des signataires de la CIA s'engagent à mettre en œuvre des actions dans diverses directions favorisant l'atteinte de ces objectifs quantitatifs :

Actions de long terme

Augmenter l'offre de logements abordables (production de PLAI à bas loyers...).

Actions de moyen terme

Définir et mettre en œuvre une nouvelle politique des loyers (cf. article 7.3, point 7.3.3).

Travailler sur les questions de mobilités :

- Optimisation du réseau de transport en commun là où il existe et où il mériterait d'être développé ;
- Amélioration des mobilités douces, via les réseaux (trottoirs sécurisés, pistes cyclables et voies vertes, etc.) et via le matériel (mise à disposition de vélos à assistance électrique, trottinettes électriques, etc. aux locataires ?...) ;
- Développement du covoiturage et du transport solidaire.

Actions de court terme

Actions sur le vivier des demandeurs

Inciter, via des campagnes de communication ou toute autre action, de nouvelles personnes à déposer des demandes de logement social, afin de disposer d'un vivier de demandeurs plus diversifié, avec davantage de classes moyennes (et de faire remonter le seuil du 1^{er} quartile).

Actions sur les bases de données

Avoir le souci constant d'amélioration de la fiabilité des données saisies (notamment la base RPLS sur la localisation des logements dans et hors QPV, la base Imhoweb sur les ressources des ménages).

Actions concernant le travail quotidien des agents en charge de l'instruction des dossiers et des membres des CAL

- Etre plus vigilant sur le repérage des logements avec des loyers abordables qui se libèrent, afin de sélectionner les ménages à qui les proposer dans le 1^{er} quartile de revenus ;
- Elaborer un guide / une grille pour les commerciaux (en lien avec l'AROSH PC), afin de les aider à mieux connaître les profils des ménages du 1^{er} quartile ;
- Sensibiliser les membres des CAL aux questions de priorité dans l'accès au logement social, afin qu'ils prennent en compte à la fois les critères de l'article L441-1, les situations d'urgence, les revenus des ménages, etc. dans leurs choix (cf. Charte intercommunale des CAL – article 7.2).

Actions concernant l'accompagnement des ménages

- Développer les liens entre les bailleurs sociaux et les associations et structures d'insertion locales, les mairies et Centres communaux d'action sociale (CCAS), les travailleurs sociaux des Maisons Départementales des solidarités (MDS) et de leurs antennes, l'Association d'aide à domicile en milieu rural (ADMR), etc. pour coordonner les suivis et accompagnements dont peuvent bénéficier les ménages, et s'assurer que l'intégration dans le nouveau logement, le nouveau quartier, la nouvelle commune se passe au mieux ;
- Renseigner correctement les ménages sur les possibilités de mobilité existant sur le territoire où ils arrivent en dehors de la voiture individuelle :
 - o Réseaux de transport en commun ;
 - o Voies vertes, pistes cyclables ;
 - o Systèmes de covoiturage et de transport solidaire.

Article 4 : Engagements annuels quantifiés et territorialisés d'attributions de logements en QPV aux ménages des 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} quartiles de revenus

La loi prévoit (article L441-1 du CCH, alinéas 26) que, sur le territoire de Grand Poitiers Communauté urbaine, au moins 50% des attributions annuelles de logements situées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), sont consacrées à des demandeurs dont le niveau de ressources par unité de consommation est supérieur au seuil du 1^{er} quartile de ressources des demandeurs de logement social souhaitant un logement sur le territoire de Grand Poitiers (en 2019, 6 815 €/an/UC, soit 568 €/mois/UC).

La convention intercommunale d'attributions fixe, en tenant compte de l'occupation sociale de leur patrimoine respectif et afin de favoriser la mixité sociale dans l'ensemble du parc de Grand Poitiers, la répartition entre les bailleurs sociaux des attributions à réaliser sous réserve que le taux de 50% à l'échelle de Grand Poitiers soit globalement respecté.

Le document cadre des orientations stratégiques de la CIL de Grand Poitiers en matière d'attributions de logements sociaux tel qu'amendé en juillet 2017 indique que le taux prévu par la loi (au moins 50% de ménages des trois plus hauts quartiles parmi les attributaires dans les QPV) est largement rempli (autour de 80%). Le document cadre ne propose donc pas de définir un autre objectif.

Chaque bailleur social s'engage donc à continuer à réaliser 75% à 80% des décisions d'attributions dans les QPV au bénéfice des ménages des trois plus hauts quartiles de revenu.

Article 5 : Engagements annuels quantifiés et territorialisés d'attributions de logements aux personnes dont le relogement est reconnu prioritaire et urgent par la Commission de médiation DALO et aux personnes répondant aux critères de priorité de l'article L441-1 du CCH

La loi prévoit :

- Que le total des logements réservés par le préfet est au bénéfice des personnes bénéficiant d'une décision favorable de la commission de médiation DALO (Droit au logement opposable) ou prioritaires en application de l'article L441-1 du CCH (hors logements réservés au bénéfice des agents civils et militaires de l'Etat)³ (article R441-5 du CCH) ;
- Qu'un quart des attributions annuelles de logements pour lesquels Action Logement dispose de contrats de réservation est réservé aux salariés et aux demandeurs d'emploi bénéficiant d'une décision favorable de la commission de médiation DALO ou, à défaut, prioritaires en application de l'article L. 441-1 du CCH (article L313-26-2 du CCH) ;
- Qu'au moins un quart des attributions annuelles de logements réservés par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales est destiné aux personnes bénéficiant d'une décision favorable de la commission de médiation DALO ou, à défaut, aux personnes prioritaires en application de l'article L441-1 du CCH (article L441-1 du CCH, alinéa 35)⁴ ;
- Qu'au moins un quart des attributions annuelles de logements non réservés ou pour lesquels l'attribution à un candidat présenté par le réservataire a échoué est destiné aux personnes bénéficiant d'une décision favorable de la commission de médiation DALO ou, à défaut, aux personnes prioritaires en application de l'article L441-1 du CCH (article L441-1 du CCH, alinéa 39).

Au total cela représente 43,75% des logements qui sont destinés aux personnes bénéficiant d'une décision favorable de la commission de médiation DALO ou, à défaut, aux personnes prioritaires en application de l'article L441-1 du CCH

La CIA définit pour chaque bailleur social, un engagement annuel quantifié et territorialisé d'attributions de logements aux personnes bénéficiant d'une décision favorable de la commission de médiation DALO et à des personnes répondant aux critères de priorité mentionnés à l'article L441-1 du CCH, permettant d'atteindre ces objectifs.

³ Le contingent de l'Etat représente 30% du parc de chaque bailleur, dont 5% destinés aux fonctionnaires et 25% destinés aux ménages prioritaires (DALO et L441-1).

⁴ Les contingents de l'ensemble des collectivités locales représentent au maximum 20% du parc de chaque bailleur.

Article 5.1 : Engagements quantitatifs des bailleurs sociaux

Afin d'atteindre les objectifs d'attributions aux ménages prioritaires (DALO ou L441-1) à l'échelle du territoire de Grand Poitiers, chaque bailleur s'engage à

- attribuer le total des logements réservés par le préfet à des personnes bénéficiant d'une décision favorable de la commission de médiation DALO ou prioritaires en application de l'article L441-1 du CCH (hors logements réservés au bénéfice des agents civils et militaires de l'Etat ;
- attribuer un quart des logements réservés par Action Logement à des salariés ou demandeurs d'emploi bénéficiant d'une décision favorable de la commission de médiation DALO ou, à défaut, prioritaires en application de l'article L 441-1 du CCH ;
- attribuer au moins un quart des logements réservés par Grand Poitiers aux personnes bénéficiant d'une décision favorable de la commission de médiation DALO ou, à défaut, aux personnes prioritaires en application de l'article L441-1 du CCH ;
- attribuer au moins un quart des logements non réservés aux personnes bénéficiant d'une décision favorable de la commission de médiation DALO ou, à défaut, aux personnes prioritaires en application de l'article L441-1 du CCH.

A titre informatif, sur la base de 2 230 attributions annuelles environ, cela donne :

	Part d'attributions aux ménages prioritaires	Nombre d'attributions aux ménages prioritaires
Ekidom	43,75%	652
Habitat de la Vienne	43,75%	217
Immobilière Atlantic Aménagement	43,75%	101
ICF Habitat Atlantique	43,75%	7
TOTAL	43,75%	977

Article 5.2 : Engagements de l'ensemble des signataires permettant d'atteindre les objectifs quantitatifs

Afin d'atteindre ces objectifs quantitatifs, les bailleurs sociaux et l'ensemble des guichets d'enregistrement des demandes de logement social s'engagent à chercher à améliorer constamment la fiabilité des données saisies (Imhoweb, RPLS) :

- Données sur les ménages, afin de repérer au mieux les ménages prioritaires ;
- Données sur les contingents, afin d'affecter au mieux les attributions sur chacun des contingents.

Dans le cadre de la mise en place de la gestion en flux des contingents (nouvelles conventions de réservation – cf. article 7.1, point 7.1.1), les modalités d'affectation des contingents au moment des attributions devront être précisées.

Article 6 : Modalités de relogement et d'accompagnement social des personnes relogées dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain des Couronneries

La Convention pluriannuelle n°617 de renouvellement urbain du quartier des Couronneries a été signée le 10 novembre 2017. Le programme prévoit des interventions sur les logements induisant des relogements temporaires ou définitifs (démolitions de logements, disparition de logements pour l'agrandissement de la maison médicale, restructurations de logements...). Afin de mettre en œuvre un processus de relogement de qualité, permettant de répondre aux besoins et aux souhaits des ménages, des professionnels et des associations à reloger, Grand Poitiers et les bailleurs sociaux du territoire, en lien avec les services de l'Etat, les réservataires de logements sociaux, les services sociaux et les associations de locataires, ont élaboré une "Charte de relogement" (cf. annexe 3). Celle-ci a été signée le 18 mars 2019.

Les objectifs de la stratégie de relogement concernant le projet de rénovation urbaine sont les suivants :

- Offrir des parcours résidentiels positifs aux ménages, notamment en direction de logements neufs ou conventionnés depuis moins de cinq ans, et en dehors des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Réinscrire les ménages en difficultés sociales dans une dynamique d'insertion ;
- Contribuer à la mixité sociale ;
- Encadrer l'impact financier du relogement pour les ménages, par un effort de maîtrise du reste à charge des ménages ;
- Proposer aux professionnels et associations à reloger une relocalisation adaptée à leurs besoins, si possible dans le quartier.

Sur les 70 ménages à reloger (estimation), l'objectif est d'en reloger 55 hors QPV, dont 35 dans du parc neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans. En effet certains ménages souhaiteront rester sur le quartier (notamment les personnes âgées), voire retrouver leurs appartements suite aux travaux lourds.

Les signataires de la Charte de relogement et ceux de la Convention intercommunale d'attributions s'engagent à mettre en œuvre les dispositifs prévus dans la Charte de relogement (et dans ses éventuelles avenants à venir) afin de s'assurer de la qualité des relogements à venir.

Article 7 : Outils de coopération entre bailleurs, collectivités et autres réservataires pour la mise en œuvre des orientations en matière d'attributions

Article 7.1 : Désignation des candidats dont les demandes sont présentées aux commissions d'attributions de logements

7.1.1 Gestion en flux des contingents de réservation

Contexte

Sur le territoire de Grand Poitiers, sont réservataires de logements l'Etat, Grand Poitiers (en échange de ses garanties d'emprunts) et Action Logement (il n'existe pas de réservations communales). Jusqu'ici les conventions de réservation étaient convenues "en stock" (stock de logements identifiés réservés). Dorénavant, suite à la loi Elan (cf. CCH article L441-1, alinéa 35), les droits de réservation des collectivités doivent être passés "en flux" (flux d'attributions annuelles).

La gestion des droits de réservation de l'Etat et de Grand Poitiers est déléguée aux bailleurs depuis de nombreuses années.

Engagements

Grand Poitiers, l'Etat et les bailleurs sociaux s'engagent à redéfinir les conventions de réservations de logement courant 2020, conformément au décret d'application de la loi Elan à venir sur le sujet, en conservant une gestion déléguée aux bailleurs.

Action Logement mettre en œuvre localement les orientations de la loi Elan en appliquant les directives nationales en matière de réservation de logements, tout en conservant un dialogue et une concertation constants avec les bailleurs sociaux du territoire.

7.1.2. Cotation de la demande

Contexte

La CIET avait prévu la mise en place d'un référentiel commun d'instruction, système de sélection des candidats présentés en CAL, assurant à la fois l'équité de traitement, la prise en compte des situations d'urgence, la prise en compte des relogements nécessaires dans le cadre du NPNRU, la prise en compte des critères de priorités des réservataires et la prise en compte des objectifs de mixité sociale: il s'agissait d'organiser la file d'attente afin qu'aucun dossier ne reste sans proposition dans le fichier de la demande et que le choix des candidats qui passent en CAL soit plus transparent, en s'adaptant au contexte de marché non tendu. Il était donc prévu des règles de sélection des candidats et d'instruction des demandes inter-bailleurs, inter-réservataires et intercommunales, s'appuyant sur des critères cohérents et partagés.

Le travail d'élaboration de ce référentiel commun d'instruction n'a pas été finalisé à ce jour. Or la loi Elan a rendu obligatoire la mise en place d'un système de cotation de la demande qui doit être opérationnel au plus tard le 31 décembre 2021 (cf. CCH article L441-2-8, alinéa 3), et qui répond aux mêmes objectifs.

Engagements

Les communes de Grand Poitiers et l'ensemble des signataires de la CIA s'engagent à élaborer ensemble un système de cotation de la demande applicable sur le territoire de Grand Poitiers, répondant aux objectifs qui avaient été définis dans la CIET pour le référentiel commun d'instruction, avant le 31 décembre 2021, dans le cadre du décret d'application de la loi Elan à venir, en prenant en compte les points de vigilance suivants :

- Le système de cotation doit être une aide à la décision mais la CAL reste souveraine dans ses choix d'attributions, sous réserve de respecter les orientations de la CIA et plus généralement la politique de l'habitat de Grand Poitiers définie dans le PLH ;
- Le système doit pouvoir permettre de ne pas sélectionner les mêmes candidats pour des résidences / des quartiers aux caractéristiques différentes, où les objectifs qualitatifs d'attributions (cf. fiches territoriales) sont différents. Pour cela, une cotation des résidences parallèle à la cotation de la demande est envisageable (même calendrier d'élaboration, soit avant le 31/12/2021) ;
- Le système doit permettre d'améliorer la transparence vis-à-vis des demandeurs et leur permettre d'être acteurs de leur demande (possibilité de développer des stratégies pour multiplier leurs chances d'obtenir un logement...).

7.1.3. Analyse des propositions d'attributions par Grand Poitiers, les communes et l'Etat en amont des CAL

Contexte

Depuis la mise en place de la Convention intercommunale de mixité sociale de novembre 2011 et du fichier partagé de la demande (outil Imhoweb) en janvier 2012, Grand Poitiers, ses communes et l'Etat peuvent analyser l'ensemble des positionnements de candidats sur les logements passant en Commission d'attributions de logements (CAL), en amont de ces réunions.

Cela permet :

- aux communes de s'assurer que l'occupation du parc social évolue en fonction des objectifs à atteindre conformément à la présente convention et selon les fiches réalisées par quartiers et communes ;
- à Grand Poitiers de s'assurer notamment que l'occupation du parc évolue conformément aux objectifs d'attributions à atteindre, à l'échelle de son territoire, de ses communes et quartiers ;
- à l'Etat de s'assurer que l'occupation du parc social évolue conformément aux objectifs partagés de la présente convention et en cohérence avec les autres pôles du département, et que les objectifs assignés aux bailleurs en matière d'attributions aux ménages prioritaires soient remplis.

En pratique, les informations sur les logements disponibles et les candidats positionnés sont envoyés aux communes par les bailleurs en amont des CAL. Pour l'Etat et Grand Poitiers, un paramétrage sur Imhoweb leur permet d'accéder directement à l'information.

Engagements

Les bailleurs sociaux s'engagent à transmettre, par le biais du Fichier partagé de la demande ou par courriel, à Grand Poitiers, aux communes de Grand Poitiers, à l'Etat (et à Action Logement pour les logements de son contingent), autant que possible deux jours avant la date de la commission, les listes des logements disponibles proposés par quartiers et communes ainsi que les propositions des ménages qu'ils présenteront aux membres de la commission d'attributions pour chaque logement, avec tous les renseignements nécessaires à la bonne compréhension des situations.

Les membres des CAL (administrateurs des bailleurs, représentants des communes, de Grand Poitiers, de l'Etat, d'Action Logement...) s'engagent à prendre en compte l'ensemble des dispositions de cette Convention intercommunale d'attributions lors de leur analyse des propositions d'attributions.

Article 7.2 : Fonctionnement des Commissions d'attributions de logements

Charte intercommunale des commissions d'attributions et échanges inter-CAL

Contexte

Afin que les CAL des différents bailleurs, pour les attributions sur le territoire de Grand Poitiers, s'appuient sur les mêmes critères pour faire leur choix, la CIET avait prévue l'élaboration d'une "Charte intercommunale d'attributions de logements locatifs sociaux", définie de manière collective et partenariale et adoptée par tous les bailleurs, les communes, Grand Poitiers, l'Etat réservataire de logements et Action Logement. Cette charte, sans remettre en cause les missions des bailleurs et des réservataires dans le rapprochement offre/demande ni la souveraineté des décisions des CAL, devait aborder la question des pratiques au sein des CAL afin de garantir une égalité de traitement des demandeurs quelle que soit la CAL qui étudie leurs dossiers :

- informations à fournir nécessairement aux membres de la CAL pour une décision éclairée ;
- uniformisation des pièces à fournir pour telle ou telle situation ;
- calcul et prise en compte du taux d'effort et du reste à vivre ;
- règles communes pour traiter des types de situation telles que les demandes de propriétaires occupants, les demandes de mutation récentes, les demandes des étudiants sans ressources, les demandes des ménages aux minima sociaux venant de l'extérieur de l'agglomération de Poitiers, etc. (justificatifs demandés...) ;
- utilisation des motifs de non-attribution d'Imhoweb ;
- possibilité ou non pour un ménage d'être inscrit dans plusieurs CAL (chez plusieurs bailleurs) à la fois ;
- etc.

Le travail d'élaboration de cette charte n'a pas été finalisé à ce jour.

Dans les faits, chaque bailleur conserve ses propres modes de fonctionnement, sa propre logique, ses pratiques spécifiques, ce qui rend difficilement lisible la façon dont les CAL prennent leurs décisions pour les partenaires (communes, Grand Poitiers, Action Logement, Etat...).

Engagements

Les bailleurs, les communes, Grand Poitiers, l'Etat réservataire de logements et Action Logement s'engagent à définir une Charte intercommunale des commissions d'attributions de logement, constituée de grands principes communs et de règles partagées sur des types de cas. Une première version de la Charte est à finaliser dès l'année 2020. Celle-ci pourra être enrichie par avenant ultérieurement.

Parallèlement, Grand Poitiers s'engage à réunir une fois par an les membres des CAL des trois bailleurs (membres administrateurs, représentants des collectivités, de l'Etat, d'Action Logement et des associations), afin qu'ils échangent sur leurs pratiques et sur l'évolution du cadre juridique dans lequel elles s'inscrivent. Les échanges lors de ces réunions peuvent aboutir à amender et à enrichir la charte.

En outre, les bailleurs s'engagent à mettre à jour les orientations applicables à l'attribution de logements définies par leurs conseils d'administration et le règlement intérieur de leur CAL pour être compatibles avec cette charte.

Article 7.3 : Autres outils au service de la mixité sociale et de la politique de peuplement

7.3.1 Dérogations aux plafonds de ressources pour l'accès aux logements sociaux

Contexte

Les dérogations locales (fixées par arrêté préfectoral) aux plafonds de ressources pour l'accès aux logements HLM (cf. CCH article R441-1-1) est un outil intéressant pour favoriser la mixité sociale "par le haut" sur certains quartiers, en y attribuant des logements à des ménages dont les ressources dépassent les plafonds réglementaires.

Grand Poitiers a participé aux côtés des bailleurs sociaux du département à la réflexion menée en 2018 par les services de l'Etat au sujet des dérogations locales aux plafonds de ressources. L'arrêté préfectoral issu de cette réflexion, datée de décembre 2018, est conforme aux objectifs de mixité sociale de cette convention.

Engagements

Grand Poitiers et les bailleurs sociaux s'engagent à réaliser un bilan de la mise en œuvre de l'arrêté préfectoral de dérogations aux plafonds de ressources pour l'accès aux logements sociaux lorsqu'il arrivera à échéance (2021), et à définir ensemble le contenu d'un nouvel arrêté à venir en décembre 2021.

7.3.2 Exonération de supplément de loyer de solidarité

Contexte

La loi prévoit que les locataires HLM dont les ressources excèdent d'au moins 20% les plafonds de ressources pour l'accès au logement HLM doivent payer un supplément de loyer de solidarité (SLS) en plus de leur loyer (cf. CCH article L441-3). Cependant, il est prévu que le Programme local de l'habitat (PLH) peut déterminer des zones géographiques où le SLS ne s'applique pas (cf. CCH article L441-3-1).

Considérant que les quelques ménages potentiellement assujettis au SLS ont leur place dans le parc locatif social de Grand Poitiers, et notamment dans les immeubles d'habitat collectif, dans un objectif de mixité sociale des communes et des quartiers, de cohésion sociale et d'équilibre de peuplement des ensembles locatifs et de lutte contre la vacance du parc social, d'autant plus que le coût (en temps, en argent, en procédures contentieuses...) pour les bailleurs sociaux est bien supérieur aux avantages (en argent, en fluidité de l'accès au parc social...), le PLH 2019-2024 de Grand Poitiers Communauté urbaine prévoit d'exonérer du SLS⁵ :

- L'ensemble des résidences listées dans l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2018 fixant les règles dérogeant localement et temporairement aux conditions de ressources pour l'accès au logement social, afin d'apporter une cohérence entre les différents dispositifs (ne pas faire payer de

⁵ En plus des QPV où le SLS ne s'applique pas, et des ménages locataires depuis au plus tard le 31 décembre 2014 dans les ex-ZUS (concerne le quartier de Bellejouanne à Poitiers) qui dépassent les plafonds, qui sont exonérés de droit (cf. article L441-3 du CCH).

supplément de loyers aux ménages dépassant les plafonds à qui il a été permis d'accéder de façon dérogatoire à un logement social) ;

- La totalité du parc social en immeubles collectifs, afin de favoriser la mixité sociale "par le haut" sur ces résidences.

Engagements

Grand Poitiers et les bailleurs sociaux s'engagent à réaliser un bilan de cette exonération lors du bilan triennal du PLH (2021), afin de revoir si nécessaire le zonage d'exonération.

7.3.3 Politique des loyers

Contexte

Le niveau des loyers dans le parc social dépend largement des conditions de financement au moment de la construction des programmes. Il existe ainsi des variations assez importantes de niveau de loyer d'une résidence à l'autre, sans lien avec les caractéristiques des logements eux-mêmes. Cela est un réel frein à la mixité sociale, rendant l'accès à certaines résidences aux loyers élevés de fait impossible pour les ménages les plus précaires, notamment ceux du premier quartile, dans un contexte de paupérisation de la population.

Engagements

Afin d'adapter les loyers du parc existant (pour dépasser la question du mode de financement initial et disposer de logements abordables partout), au-delà et en complément des travaux réalisés par chacun des bailleurs sociaux sur leur parc propre, il s'agit de définir une vraie stratégie communautaire dans ce domaine, qui devra être acceptée et partagée par tous, et de se donner les moyens de la mettre en œuvre. Pour cela, Grand Poitiers, en lien avec les bailleurs sociaux, les communes et les autres signataires de la CIA, s'engage à lancer dès début 2020 une mission confiée à un bureau d'études consistant à définir les différentes possibilités techniques (hypothèses de travail) en matière d'harmonisation des loyers, avec les conséquences financières attendues pour les bailleurs sociaux comme pour la collectivité. Cette mission devra commencer par identifier l'offre abordable financièrement sur le territoire, en vue de sa mobilisation pour répondre aux objectifs de mixité.

L'analyse de ces différentes possibilités techniques permettra à l'ensemble des signataires de définir la nouvelle politique des loyers à mettre en place (début de la mise en place à prévoir au cours de l'année 2021).

7.3.4 Transparence sur l'offre disponible

Contexte

Parallèlement à la transparence effective sur la demande et les attributions permise déjà par le fichier partagé de la demande, la CIET avait prévu que soit mis en place, via un paramétrage sur Imhoweb (outil du fichier partagé de la demande), une visibilité pour les services de Grand Poitiers de l'offre disponible à la relocation en temps réel, ce qui devait permettre de la mettre au regard de la demande (d'un point de vue statistique) et de mieux comprendre le choix des bailleurs et réservataires de présenter tel candidat sur tel logement.

Les objectifs de cette transparence sur l'offre disponible, à caractère informatif, étaient les suivants :

- Aspects statistiques :
 - o Se rendre compte du stock (quelle quantité de logements disponibles à la location à un moment donné ? caractéristiques de ce parc ?) ;
 - o Etre en mesure d'analyser ce qui se reloue vite / ce qui reste longtemps à la location, y compris par typologie, par quartier, par gamme de prix, etc. ;

- Aspects stratégiques (pour participer au pilotage des actions en matière de production d'offre nouvelle, d'adaptation du parc existant, etc.) :
 - o Objectiver le discours des bailleurs (exemple : "il y a de la vacance à Saint-Eloi", "on manque de T2", etc.), afin de faire prendre la mesure des événements aux élus et d'envisager des réponses politiques ;
 - o Enrichir la réflexion sur l'inadaptation d'une partie du parc aux besoins des demandeurs, que ce soit en terme de typologie, d'état qualitatif, de loyers, etc., afin de définir la politique de développement et d'adaptation de l'offre de logements de la collectivité et des bailleurs.
- Aspects opérationnels :
 - o Etre en capacité d'estimer en inter-bailleurs et avec le(s) réservataire(s) concerné(s) si le logement proposé à tel ménage à l'instant t est la solution la mieux adaptée au vu des logements disponibles à la relocation à ce moment-là (il s'agit, pour quelques situations particulières et potentiellement compliquées, de pouvoir donner les éléments d'aide à la décision à tous les acteurs du processus d'attributions et à tous les garants de la mise en œuvre effective de la politique d'attributions de Grand Poitiers) : cela pourrait permettre à la CAL qui n'accorderait pas une attribution (notamment pour cause de non-conformité à la convention d'équilibre territorial, pour cause de préconisation d'un autre quartier ou pour cause de logement inadapté) de préconiser une autre attribution en échange ;

Cependant cela n'a pas été mis en place.

Engagements

Dans un objectif d'analyse statistique et d'aide à la décision politique, les bailleurs sociaux, par le biais de l'outil Imhoweb, s'engage à fournir à Grand Poitiers tous les trimestres (situation au 1^{er} janvier, au 1^{er} avril, au 1^{er} juillet et au 1^{er} octobre) la liste de tous les logements disponibles à la location (parc neuf) ou relocation, que le préavis du locataire sortant soit en cours ou que le logement soit vacant.

Article 8 : Pilotage

Les services de Grand Poitiers animent les dispositifs mis en place, en lien avec les partenaires concernés.

Une commission de coordination, telle que prévue dans l'article L441-1-6 alinéa 11 du CCH, instance technique issue de la Conférence intercommunale du logement (CIL) de Grand Poitiers, est mise en place. Elle est présidée par le représentant du Président de Grand Poitiers et est composée de représentants de chacune des structures membres de la CIL. Elle se réunit au moins une fois par an. Elle a pour objet de préparer le bilan annuel du respect des engagements de la CIA. Pour cela elle se base sur les indicateurs produits par l'Observatoire de l'habitat, du foncier et de la consommation d'espace de Grand Poitiers (cf. article 9). Elle se dotera d'un règlement intérieur. Les services de Grand Poitiers en assurent le secrétariat (convocations, compte-rendus...).

Le bilan préparé par la Commission de coordination est présenté et débattu en séance plénière de la Conférence intercommunale du logement (CIL) de Grand Poitiers, constituée conformément aux dispositions de l'article L 441-1-5 du CCH et mise en place par arrêté conjoint de la Préfète de la Vienne et du Président de Grand Poitiers Communauté urbaine du 16 mai 2017. Celle-ci propose les orientations politiques et la feuille de route pour l'année suivante.

Par ailleurs, le maire de Poitiers n'ayant pas demandé la mise en place d'une commission pour chacun des QPV chargée de désigner, d'un commun accord, les candidats pour l'attribution des logements disponibles, conformément à l'alinéa 8 de l'article L441-1-5 du CCH, celles-ci ne sont pas mises en place. Cela pourra intervenir ultérieurement et fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 9 : Modalités de suivi et d'évaluation

L'Observatoire de l'habitat, du foncier et de la consommation d'espace mis en place dans le cadre de l'action n°2 du PLH 2019-2024 de Grand Poitiers assure le suivi des indicateurs suivants, permettant de réaliser le bilan annuel des engagements de la CIA à présenter à la CIL, ainsi qu'un bilan triennal à l'issue de l'année 2022 et un bilan de l'ensemble de la convention à son échéance.

Article 9.1 : Suivi du peuplement des 48 territoires des "fiches territoriales"

Echelles d'observation :

- GPCu dans son ensemble
- GPCu hors Poitiers
- Chacun des territoires des fiches territoriales de la CIA

Périodicité : 1 fois par an (analyse réalisée au 1^{er} trimestre N+1 des données concernant l'année N)

Thème	Indicateurs	Sources
Qualification de l'offre de logements sociaux du territoire au 01/01/N	Nombre de logements sociaux ordinaires des bailleurs sociaux : <ul style="list-style-type: none"> - par bailleur - individuel / collectif - par typologie (T1, T2, etc.) - par époque de construction (avant 1949, 1949-1974, 1975-1989, 1990-2005, à partir de 2006) - par financement (HLMO, PLUS, PLAI, PLS...) 	SOeS RPLS
	Niveau de loyers des logements sociaux	
	Taux de vacance	SOeS RPLS
	Nombre de logements vacants : <ul style="list-style-type: none"> - vacance frictionnelle (moins de 3 mois) / vacance structurelle (plus de 3 mois) / vacance technique (travaux) - individuel / collectif - par typologie 	SOeS RPLS
	Taux de rotation	MEDDE SOeS RPLS
Suivi de la demande de logement social au 31/12/N	Nombre de demandeurs de logement social :	AFIPADE Imhoweb
	Pression de la demande en fonction du parc existant	AFIPADE Imhoweb / SOeS RPLS
Suivi des entrées dans le parc de logements sociaux au cours de l'année N	Nombre de logements attribués dans l'année <ul style="list-style-type: none"> - dans le parc neuf / dans le parc existant - en individuel / en collectif - par bailleur - par typologie - par financement 	AFIPADE Imhoweb
	Temps d'attente moyen / médian pour obtenir un logement, en fonction : <ul style="list-style-type: none"> - du statut résidentiel antérieur - de la nature du logement attribué (individuel / collectif) - du type de logement attribué 	AFIPADE Imhoweb
	Pression de la demande : <ul style="list-style-type: none"> - rapport entre le nombre d'attributions et le nombre de logements - rapport entre le nombre d'attributions et le nombre de demandes exprimées 	AFIPADE Imhoweb / SOeS RPLS
	Caractéristique des ménages attributaires : <ul style="list-style-type: none"> - composition familiale et taille des ménages - âge de la personne de référence - activité - niveau de ressources (en fonction des plafonds PLUS) 	AFIPADE Imhoweb

Thème	Indicateurs	Sources
	Motifs de la demande des ménages attributaires	AFIPADE Imhoweb
Sorties du parc de logements sociaux au cours de l'année N	Nombre de ménages ayant quitté un logement social dans l'année <ul style="list-style-type: none"> - en individuel / en collectif - par bailleur - par typologie 	Enquête sortants
	Durée moyenne d'occupation des logements	Enquête sortants
	Caractéristiques des ménages sortants : <ul style="list-style-type: none"> - composition familiale et taille des ménages - âge de la personne de référence - activité - niveau de ressources (en fonction des plafonds PLUS) 	Enquête sortants
	Motifs de départ	Enquête sortants
	Destination des ménages sortants <ul style="list-style-type: none"> - Statuts d'occupation dans le nouveau logement - Situation géographique 	Enquête sortants

Périodicité : 1 fois tous les 2 ans (lorsque la donnée est disponible)

Thème	Indicateurs	Sources
Suivi de l'occupation du parc social	Taille moyenne des ménages	OPS
	Répartition des ménages par : <ul style="list-style-type: none"> - composition familiale - âge de la personne de référence - niveau de ressources (en fonction des plafonds PLUS) - activité (en emploi, sans emploi, inactifs) → Taux d'activité 	OPS
	Proportion de ménages percevant l'APL	OPS

Article 9.2 : Suivi du respect des engagements en matière d'attributions hors QPV aux ménages du premier quartile et relogés NPNRU et du respect des engagement en matière d'attributions en QPV aux ménages des trois autres quartiles

9.2.1 Attributions hors QPV aux ménages du premier quartile et relogés NPNRU

Echelles d'observation :

- GPCu dans son ensemble hors QPV
- Chacune des zones hors QPV présentant des objectifs d'attributions aux ménages du 1^{er} quartile et relogés NPNRU (cf. article 3)

Périodicité : 1 fois par an (analyse réalisée au 1^{er} trimestre N+1 des données concernant l'année N)

Remarque : des points d'étapes trimestrielles ou semestrielles peuvent être envisagés.

Indicateurs	Sources
Par bailleur, et pour l'ensemble des bailleurs : <ul style="list-style-type: none"> - Nombre total d'attributions - Nombre d'attributions aux demandeurs du 1^{er} quartile - Nombre d'attributions aux relogés NPNRU - Nombre d'attributions aux associations - Part des attributions aux demandeurs du 1^{er} quartile, aux relogés NPNRU et aux associations dans l'ensemble des attributions 	AFIPADE Imhoweb / SNE

9.2.2 Attributions en QPV aux ménages des trois autres quartiles

Echelles d'observation :

- Chacun des QPV

- L'ensemble des QPV réunis

Périodicité : 1 fois par an (analyse réalisée au 1^{er} trimestre N+1 des données concernant l'année N)

Indicateurs	Sources
Par bailleur, et pour l'ensemble des bailleurs : <ul style="list-style-type: none"> - Nombre total d'attributions - Nombre d'attributions aux demandeurs du 2^{ème} quartile - Nombre d'attributions aux demandeurs du 3^{ème} quartile - Nombre d'attributions aux demandeurs du 4^{ème} quartile - Part des attributions aux demandeurs des 3 plus hauts quartiles 	AFIPADE Imhoweb / SNE

Article 9.3 : Suivi du respect des engagements en matière d'attributions aux ménages prioritaires

Echelles d'observation : GPCu dans son ensemble

Périodicité : 1 fois par an (analyse réalisée au 1^{er} trimestre N+1 des données concernant l'année N)

Indicateurs	Sources
Par bailleur, et pour l'ensemble des bailleurs, pour chaque réservataire : <ul style="list-style-type: none"> - Nombre total d'attributions - Nombre d'attributions aux ménages dont la situation est reconnue prioritaire et urgente par la Commission de médiation DALO - Nombre d'attributions aux autres ménages prioritaires (L441-1) - Part des attributions aux ménages prioritaires dans l'ensemble des attributions 	AFIPADE Imhoweb / SNE

Article 9.4 : Suivi de l'évolution du peuplement du quartier des Couronneries, conformément aux engagements de la Convention de renouvellement urbain

Echelles d'observation :

- GPCu dans son ensemble
- Commune de Poitiers
- Grand quartier des Couronneries
- Chacun des 4 IRIS des Couronneries

Périodicité : 1 fois par an (lorsque la donnée est disponible)

Thème	Indicateurs	Sources
Revenus des ménages	Médiane (en euros) du revenu disponible par unité de consommation	INSEE-DGFiP-Cnaf_Cnav_CCMSA, FiLoSoFi
Statut d'occupation dans le parc privé	Nombre de résidences principales privées Nombre de propriétaires occupants Part de propriétaires occupants dans le parc privé	INSEE Recensement de la population
Vacance dans le parc de logement	Nombre de logements Nombre de logements vacants Part des logements vacants	INSEE Recensement de la population
Taux d'activité des habitants du quartier	Population 15-64 ans Population active occupée 15-64 ans Part des actifs occupés dans l'ensemble des 15-64 ans	INSEE Recensement de la population

Périodicité : 1 fois tous les 2 ans (lorsque la donnée est disponible)

Thème	Indicateurs	Sources
Revenus des ménages du parc locatif social	Nombre de ménages Nombre de ménages avec des ressources inférieures à 40% du plafond PLUS Part des ménages avec des ressources inférieures à 40% du plafond PLUS	OPS

Périodicité : 1 fois par an (analyse réalisée au 1^{er} trimestre N+1 des données concernant l'année N)

Thème	Indicateurs	Sources
Ressources des attributaires du parc locatif social	Nombre de ménages attributaires hors étudiants Nombre de ménages attributaires hors étudiants avec des ressources inférieures à 40% du plafond PLUS Part des ménages attributaires hors étudiants avec des ressources inférieures à 40% du plafond PLUS	AFIPADE Imhoweb
Activité des attributaires du parc locatifs social	Nombre de ménages attributaires Nombre de ménages attributaires avec au moins une personne (demandeur et/ou codemandeur) en situation d'emploi stable Nombre de ménages attributaires avec au moins une personne (demandeur et/ou codemandeur) en situation d'emploi précaire Part de ménages attributaires avec au moins une personne en situation d'emploi	AFIPADE Imhoweb
Situation familiale des attributaires du parc locatif social	Nombre de ménages attributaires Nombre de familles nombreuses (avec 3 enfants ou plus) Part des familles nombreuses parmi les ménages attributaires	AFIPADE Imhoweb
Âge des attributaires du parc locatif social	Nombre de ménages attributaires Nombre de ménages attributaires pour lesquels le demandeur a moins de 25 ans Part des ménages attributaires pour lesquels le demandeur a moins de 25 ans Nombre de ménages attributaires pour lesquels le demandeur a plus de 64 ans Part des ménages attributaires pour lesquels le demandeur a plus de 64 ans	AFIPADE Imhoweb

Article 9.5 : Mise en œuvre des outils et dispositifs de la CIA

Chaque année, un bilan qualitatif de la mise en œuvre des outils et dispositifs prévus à l'article 6 de la CIA sera préparé et présenté à la CL.

Article 10 : Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de six ans à compter de la date de signature.

Article 11 : Avenants

Toute modification des conditions, modalités d'exécution ou durée (prolongation, reconduction) de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

FAIT A POITIERS, LE

(signatures)

Annexes

Annexe 1 : Cadre juridique

Code de la Construction et de l'Habitation

Article L441-1, 23 au 30^{ème} alinéa :

"Sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale tenus de se doter d'un programme local de l'habitat [...] ou ayant la compétence en matière d'habitat et au moins un quartier prioritaire de la politique de la ville [...], au moins 25 % des attributions annuelles, suivies de baux signés, de logements situés en dehors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, sont consacrées :

- à des demandeurs dont le niveau de ressources par unité de consommation est inférieur à un montant constaté annuellement par arrêté du ministre chargé du logement. Ce montant correspond au niveau de ressources le plus élevé du quartile des demandeurs aux ressources les plus faibles parmi les demandeurs d'un logement social situé sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale ou, en Ile-de-France, sur le territoire de la région, enregistrés dans le système national d'enregistrement ;

- ou à des personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain ou d'une opération de requalification des copropriétés dégradées définie aux articles L. 741-1 et L. 741-2.

Sur les territoires mentionnés au vingt-troisième alinéa du présent article, au moins 50 % des attributions annuelles de logements situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont consacrés à des demandeurs autres que ceux mentionnés au vingt-quatrième alinéa.

Pour l'application des vingt-troisième à vingt-sixième alinéas, sont assimilés à des quartiers prioritaires de la politique de la ville :

1° Pendant une période de six ans à compter du 1er janvier 2015, les quartiers classés en zones urbaines sensibles qui n'ont pas été classés en quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

2° Pendant une période de six ans à compter de leur sortie du classement en application du II de l'article 5 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, les quartiers qui n'ont pas été reclassés en quartiers prioritaires de la politique de la ville.

La convention intercommunale d'attribution [...] mentionnée à l'article L. 441-1-6 fixe, en tenant compte de l'occupation sociale de leur patrimoine respectif et afin de favoriser la mixité sociale dans l'ensemble du parc concerné, la répartition entre les bailleurs sociaux des attributions à réaliser sous réserve que le taux applicable au territoire concerné [d'attributions annuelles suivies de baux signés de logements situés en dehors des QPV consacrées à des demandeurs du 1^{er} quartile ou à des personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain] soit globalement respecté. [...]"

Article L441-1-5, 8^{ème} alinéa :

"La mise en œuvre des orientations [de la Conférence intercommunale du logement concernant les attributions de logements sociaux] approuvées par l'Etablissement public de coopération intercommunale [...] et par le représentant de l'Etat dans le département fait l'objet d'une Convention intercommunale d'attribution [...] signée entre l'Etablissement public de coopération intercommunale [...], les bailleurs de logements sociaux possédant ou gérant du patrimoine sur le territoire concerné, les titulaires des droits de réservation sur ce patrimoine et, le cas échéant, d'autres collectivités territoriales ou d'autres personnes morales intéressées."

Article L441-1-6 :

"La convention intercommunale d'attribution [...] définit, le cas échéant en cohérence avec les objectifs du contrat de ville à laquelle elle est alors annexée et en tenant compte, par secteur géographique, des capacités d'accueil et des conditions d'occupation des immeubles :

1° Pour chaque bailleur social ayant des logements sur le territoire concerné, un engagement annuel quantifié et territorialisé d'attribution de logements à réaliser en application des vingt-troisième à vingt-cinquième alinéas de l'article L.441-1 [au moins 25 % des attributions annuelles, suivies de baux signés, de logements situés en dehors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, sont consacrées à des demandeurs dont le niveau de ressources par unité de consommation est inférieur au seuil du quartile des demandeurs aux ressources les plus faibles parmi les demandeurs d'un logement social situé sur le territoire de EPCI enregistrés dans le système national d'enregistrement, ou à des personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain ou d'une opération de requalification des copropriétés dégradées] ;

2° Pour chaque bailleur social, un engagement annuel quantifié et territorialisé d'attribution de logements aux personnes bénéficiant d'une décision favorable mentionnée à l'article L.441-2-3 [dossiers reconnus prioritaires et urgents par la Commission de médiation DALO] et à des personnes répondant aux critères de priorité mentionnés à l'article L.441-1, ainsi que les modalités de relogement et d'accompagnement social nécessaires à la mise en œuvre de cet engagement ;

3° Pour chaque bailleur social, un engagement portant sur les actions à mettre en œuvre dans son domaine de compétences pour atteindre les objectifs d'équilibre territorial mentionnés au 1° de l'article L.441-1-5 [objectifs de mixité sociale et d'équilibre territorial des orientations en matière d'attribution de la CIL] ;

4° Pour chacun des autres signataires de la convention, des engagements relatifs à sa contribution à la mise en œuvre des actions permettant de respecter les engagements définis aux 1° à 3° du présent article et, le cas échéant, les moyens d'accompagnement adaptés ;

5° Les modalités de relogement et d'accompagnement social des personnes relogées dans le cadre des opérations de renouvellement urbain ;

6° Les conditions dans lesquelles les réservataires de logements sociaux et les bailleurs sociaux procèdent à la désignation des candidats dont les demandes sont présentées aux commissions mentionnées à l'article L.441-2 et les modalités de la coopération entre les bailleurs sociaux et les titulaires de droits de réservation.

Le respect des engagements pris au titre des 1° à 4° du présent article fait l'objet d'une évaluation annuelle présentée à la conférence mentionnée à l'article L. 441-1-5 [CIL].

La convention est soumise pour avis au comité responsable du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées et à la conférence intercommunale du logement [...]. Si ces avis n'ont pas été rendus dans un délai de deux mois à compter de la transmission de la convention, ils sont réputés favorables.

Si elle est agréée par le représentant de l'Etat dans le département, cette convention se substitue à l'accord collectif [intercommunal] prévu à l'article L. 441-1-1 et à la convention [intercommunale d'équilibre territorial] mentionnée à l'article 8 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale auxquels le même article 8 est applicable et, sur le territoire où il s'applique, à l'accord collectif départemental prévu à l'article L. 441-1-2.

La convention prévoit la création d'une commission de coordination, présidée par le président de l'établissement public de coopération intercommunale [...]. Cette commission est composée du représentant de l'Etat dans le département, des maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale [...] ou de leurs représentants, de représentants des bailleurs sociaux présents sur le territoire concerné, de représentants du département, de représentants des titulaires de droits de réservation et de représentants des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées qui œuvrent dans le département. Cette commission assure le suivi et l'évaluation de la convention intercommunale d'attribution. Elle peut avoir pour mission d'examiner certains dossiers de demandeurs de logement social concernés par la convention. Elle émet alors des avis quant à l'opportunité de présenter en commission d'attribution les dossiers présentés par les réservataires. La commission se dote d'un règlement intérieur.

Lorsque, au terme d'un délai de six mois à compter de la proposition présentée par l'établissement public de coopération intercommunale, la commune de Paris ou l'établissement public territorial de la métropole du Grand Paris, un bailleur social refuse de signer la convention, le représentant de l'Etat dans le département désigne au bailleur des personnes concernées par les 1° et 2° du présent article et fixe le délai dans lequel le bailleur est tenu de les loger. Les attributions s'imputent sur les droits de réservation des différents contingents, dont les logements non réservés ou pour lesquels l'attribution à un candidat présenté par le réservataire a échoué. Ces attributions sont prononcées en tenant compte de l'état de l'occupation du patrimoine locatif social de ce bailleur au regard de l'objectif de diversité de la composition sociale de chaque quartier et de chaque commune. Le présent alinéa s'applique jusqu'à la signature, par le bailleur, de la convention.

En cas de manquement d'un bailleur social aux engagements qu'il a pris dans le cadre de la convention au titre des 1° ou 2°, le représentant de l'Etat dans le département peut procéder à l'attribution d'un nombre de logements équivalent au nombre de logements restant à attribuer aux personnes concernées par les mêmes 1° ou 2°, après consultation des maires des communes d'implantation des logements. Ces attributions s'imputent dans les conditions mentionnées au douzième alinéa.

Si l'organisme bailleur fait obstacle aux attributions prononcées par le représentant de l'Etat dans le département, celui-ci met en œuvre les dispositions du dernier alinéa de l'article L. 441-1-3."

Annexe 2 : Fiches territoriales

Définition des indicateurs de diagnostic des fiches territoriales et données de cadrage à l'échelle du territoire intercommunal

Thèmes	Sources	Variables			
		Indicateurs	Définitions	Valeur pour GPCu	Valeur pour GPCu hors Poitiers
Démographie	INSEE recensement 2015	Nombre d'habitants	Population municipale du recensement 2015	191 073	103 155
		Indice de jeunesse	Nombre de personnes de 0-18 ans / nombre de personnes de 65 ans et plus → Plus cet indice est élevé, plus il y a d'enfants par rapport aux personnes âgées	1,4	1,2
		% immigrés	Les immigrés au sens de l'INSEE sont les personnes nées étrangères à l'étranger et résidant en France (quelle que soit leur nationalité actuelle). A ne pas confondre avec les étrangers (personnes de nationalité étrangère résidant en France, quel que soit leur lieu de naissance).	6,2%	2,9%
		% actifs dans population de 15 à 64 ans	La population active au sens du recensement de la population comprend les personnes qui déclarent : - exercer une profession (salariée ou non) même à temps partiel ; - aider une personne dans son travail (même sans rémunération) ; - être apprenti, stagiaire rémunéré ; - être chômeur à la recherche d'un emploi ou exerçant une activité réduite ; - être étudiant ou retraité mais occupant un emploi.	69,8%	76,1%
		% retraités dans population de 15 ans et plus		25,0%	29,4%
		% chômeurs parmi les actifs entre 15 et 64 ans	Les chômeurs au sens du recensement de la population sont les personnes (de 15 ans ou plus) qui se sont déclarées chômeurs (inscrits ou non à Pôle Emploi) sauf si elles ont, en outre, déclaré explicitement ne pas rechercher de travail ; et d'autre part les personnes (âgées de 15 ans ou plus) qui ne se sont déclarées spontanément ni en emploi, ni en chômage, mais qui ont néanmoins déclaré rechercher un emploi. Le nombre de chômeurs de 15-64 ans est ici rapporté à la population active de 15-64 ans	13,8%	9,5%

Thèmes	Sources	Variables			
		Indicateurs	Définitions	Valeur pour GPCu	Valeur pour GPCu hors Poitiers
	CAF 2017 / INSEE recensement 2016 (2015 pour les IRIS)	Nombre d'allocataires percevant le RSA socle		6 109	1 654
		% de ménages allocataires percevant le RSA socle	Le nombre d'allocataires RSA (CAF) est rapporté au nombre de ménages (INSEE recensement de la population)	6,5%	3,6%
		Nombre de ménages dont le revenu est constitué à plus de 50% de prestations sociales		11 212	3 106
		% ménages dont le revenu est constitué à plus de 50% de prestations sociales	Le nombre de ménages dont le revenu est constitué à plus de 50% de prestations sociales (CAF) est rapporté au nombre de ménages (INSEE recensement de la population)	11,9%	6,8%
	Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal 2015 (2014 pour les IRIS)	Médiane de niveau de vie (Revenu annuel disponible médian par unité de consommation)	Le revenu disponible d'un ménage comprend les revenus d'activité (nets des cotisations sociales), les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités chômage), nets des impôts directs. Les unités de consommations (UC) sont un système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. En effet, pour comparer le niveau de vie des ménages, on ne peut s'en tenir à la consommation par personne, les besoins d'un ménage ne s'accroissant pas en stricte proportion de sa taille (lorsque plusieurs personnes vivent ensemble, il n'est pas nécessaire de multiplier tous les biens de consommation par le nombre de personnes pour garder le même niveau de vie). La pondération suivante est utilisée : - 1 UC pour le premier adulte du ménage ; - 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; - 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans. Le revenu médian est le revenu tel que la moitié de la population a un revenu inférieure à cette valeur, l'autre moitié un revenu supérieur à cette valeur.	20 558 €	-

Thèmes	Sources	Variables			
		Indicateurs	Définitions	Valeur pour GPCu	Valeur pour GPCu hors Poitiers
		Part des ménages à bas revenus, c'est-à-dire sous le seuil de pauvreté (à 60% du revenu médian)	Un individu (ou un ménage) est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. L'Insee, comme Eurostat et les autres pays européens, mesure la pauvreté monétaire de manière relative alors que d'autres pays (comme les États-Unis ou le Canada) ont une approche absolue.	14,1%	-
	Filocom 2015	Part des ménages sous le seuil de pauvreté Filocom (à 50% du revenu médian)	Dans l'approche en termes relatifs, le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. Eurostat et les pays européens utilisent en général un seuil à 60 % de la médiane des niveaux de vie. La France privilégie également ce seuil, mais publie des taux de pauvreté selon d'autres seuils (40 %, 50 % ou 70 %), conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la mesure des inégalités.	18,9%	11,5%
Parc de logements	INSEE recensement 2015	Nombre de résidences principales (RP)	Une résidence principale est un logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage.	93 137	44 867
		% de logements locatifs privés dans les résidences principales		34,9%	23,1%
		% de logements HLM dans les résidences principales	Le statut de locataires HLM s'applique aux ménages acquittant un loyer pour un logement appartenant à un organisme HLM ou à un autre bailleur de logements sociaux et soumis à la législation HLM pour la fixation du loyer (déclaratif du locataire au moment du recensement)	14,7%	6,8%
		% T1-T2 dans les résidences principales		25,6%	10,0%
		Nombre de personnes par ménage	Nombre d'habitants (population des ménages) / nombre de résidences principales	1,98	2,25

Thèmes	Sources	Variables			
		Indicateurs	Définitions	Valeur pour GPCu	Valeur pour GPCu hors Poitiers
	Parc privé potentiellement indigne (PPPI - Filocom) 2013	% PPPI dans les résidences principales privées	<p>Le PPPI est composé des logements du parc privé dont le classement cadastral* est 6 (état médiocre) et les occupants ont des ressources inférieures au plafond PLAI (ménages très modestes) et logements dont le classement cadastral est 7 ou 8 (état très médiocre voire dégradé) et les occupants ont des ressources inférieures au plafond PLUS (ménages modestes) ; l'idée étant que les ménages avec de faibles ressources n'ont probablement pas les moyens de remettre à niveau ni même d'entretenir correctement leur logement s'il est déjà en assez mauvais état.</p> <p>* Le classement cadastral est un indicateur de la qualité globale des logements. Il constitue la base de l'évaluation de la valeur locative. Il classe les propriétés en 8 catégories correspondant à l'impression d'ensemble dégagée par l'immeuble et le logement : les deux catégories les plus représentées sont les catégories 5 et 6 (plus des 2/3 du parc de France Métropolitaine). Le parc HLM est le plus souvent en catégorie 5 ou 6. Les catégories 1 à 4 représentent le haut de gamme, les catégories 7 et 8 le bas de gamme. Cependant la variable "classement cadastral" est à utiliser avec précaution en raison d'une actualisation de l'information consécutive à des travaux d'amélioration perfectible. En effet, contrairement aux constructions nouvelles, aux additions de construction et aux changements d'affectation, les travaux d'amélioration intérieure ne sont pas soumis à déclaration obligatoire.</p>	4,1%	4,7%
	ADIL86 2017 pour GP13 uniquement / 2015 pour ex EPCI	Loyer moyen parc privé par m ²	Loyer moyen des logements non meublés du parc privé non conventionné, hors charges, au 1 ^{er} janvier, rapporté à la surface habitable, calculé par l'ADIL 86 à partir d'une enquête auprès des professionnels de l'immobilier (agences immobilières, notaires, huissiers) portant sur environ 2 000 références pour l'ensemble de GPCu (à la fois des loyers en cours et des loyers à la relocation)	8,0 €/m ²	-

Thèmes	Sources	Variables			
		Indicateurs	Définitions	Valeur pour GPCu	Valeur pour GPCu hors Poitiers
	DDT décompte SRU pour communes de plus de 3 500 hab / estimation GPCu (RPLS, Anah,...) pour les autres communes - 01/01/2018	% logements locatifs sociaux au sens de l'article 55 de la loi SRU	<p>Logements locatifs sociaux au sens de la l'article 55 de la loi SRU (Solidarité et renouvellement urbains) de 2000 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Tous les logements des bailleurs sociaux d'avant 1977, et les logements conventionnés des bailleurs sociaux depuis 1977 ; 2. Les autres logements conventionnés et dont l'accès est soumis à conditions de ressources ; 3. Les logements appartenant aux Sociétés d'économie mixte des Départements d'outre-mer, à l'Entreprise minière et chimique, aux houillères de bassin, au Charbonnage de France... 4. Les logements ou lits des foyers pour personnes âgées, foyers pour personnes en situation de handicap, foyers pour jeunes travailleurs, foyers pour travailleurs migrants, résidences sociales conventionnés, ainsi que les places en centres d'hébergement et de réinsertion sociale, en centres d'accueil pour demandeurs d'asile... 5. Les terrains locatifs familiaux destinés à l'installation prolongée de résidences mobiles dont la réalisation est prévue au schéma départemental d'accueil des gens du voyage ; 6. Les logement du parc privé faisant l'objet d'un dispositif d'intermédiation locative loués à des organismes agréés pour exercer des activités d'intermédiation locative et de gestion locative en vue de leur sous-location à des personnes défavorisées, si le loyer pratiqué est inférieur à un plafond défini par arrêté. <p>Pendant une période de 5 ans à l'expiration de la convention APL (Aide personnalisée au logement), les logements dont la convention est arrivée à échéance.</p> <p>Pendant une période de 10 ans à compter de leur vente, les logements vendus à leur locataire.</p> <p>A compter de la signature du contrat de location-accession et pendant les 5 années suivant la levée d'option, les logements occupés par les titulaires d'un contrat de location-accession avec agrément PSLA (Prêt social location-accession).</p> <p>A compter du 1^{er} janvier 2019, les logements faisant l'objet d'un bail réel solidaire.</p> <p>Pour obtenir le pourcentage SRU, le nombre de logements sociaux est rapporté au nombre de résidences principales au sens de la taxe d'habitation (donnée DGFIP).</p>	22,0%	11,5%

Thèmes	Sources	Variables			
		Indicateurs	Définitions	Valeur pour GPCu	Valeur pour GPCu hors Poitiers
	RPLS 2018	Nombre de logements locatifs sociaux	Nombre de logements locatifs "ordinaires" appartenant aux bailleurs sociaux (organismes HLM, SEM, Foncière logement, organismes agréés) ou dont ils sont usufruitiers, hors logements en foyers, résidences étudiants, structure d'hébergement, EHPAD, etc.	16 107	3 602
		Nb maisons	Logements locatifs sociaux classés en "individuel" dans RPLS	3 057	1 651
		% maisons		19%	46%
		% T1-T2		29%	25%
		% T3		43%	38%
		% T4&+		28%	37%
		loyer moyen en €/m ² SH	Loyer principal (hors loyers accessoires, hors charges) / surface habitable	5,3 €/m ² SH	5,7 €/m ² SH
		% logements avant 1977	Date de la première mise en location par le bailleur, correspondant à la date de financement par le bailleur (éventuellement différent de la date de construction, notamment pour les acquisitions-améliorations)	39%	12%
		% vacants plus de 3 mois	Logements locatifs sociaux proposés à la location mais vacants (hors logements vides et non proposés à la location) depuis plus de 3 mois au 01/01/2018	4,2%	1,0%
		Taux rotation	Nombre d'emménagements de nouveaux locataires en 2017 hors logements neufs livrés en 2017 / Nombre de logements locatifs sociaux au 01/01/2017	13,3%	15,8%
		% DPE conso énergie EFG	Part des logements sociaux dont la classe du diagnostic de performance énergétique en matière de consommation d'énergie est E, F ou G	12%	22%
		% DPE conso énergie AB	Part des logements sociaux dont la classe du diagnostic de performance énergétique en matière de consommation d'énergie est A ou B	8%	11%

Thèmes	Sources	Variables			
		Indicateurs	Définitions	Valeur pour GPCu	Valeur pour GPCu hors Poitiers
Occupation du parc social	OPS 2016	% personnes seules	Part des logements locatifs sociaux occupés par une personne seule au 01/01/2016	48%	42%
		% familles monoparentales	Part des logements locatifs sociaux occupés par un adulte et un ou plusieurs enfants au 01/01/2016	21%	25%
		% familles nombreuses (3 enfants et plus)	Part des logements locatifs sociaux occupés par des familles (couples ou personnes seules avec enfants) avec trois enfants ou plus au 01/01/2016	7%	7%
		indice de jeunesse	Nombre d'occupants du parc social entre 0 et 18 ans / Nombre d'occupants du parc social de 65 ans et plus (au 01/01/2016) → Plus cet indice est élevé, plus il y a d'enfants par rapport aux personnes âgées	2,6	3,6
		% ménages avec ressources < 40% plafond PLUS	Part des logements locatifs sociaux occupés au 01/01/2016 par des ménages dont l'ensemble des ressources fiscales rapporté à la catégorie de ménage est inférieur à 40% du plafond d'accès au logement social PLUS pour cette catégorie de ménage.	43%	39%
		% actifs occupés	Part de l'ensemble des occupants du parc social majeurs qui occupent un emploi (stable ou précaire) au 01/01/2016	43%	NC
		% chômeurs	Part de l'ensemble des occupants du parc social majeurs qui sont au chômage au 01/01/2016	15%	NC
Demande de logement social	Imhoweb 01/01/2019	Nombre de ménages qui demandent la commune / le quartier en premier choix	Nombre de dossiers actifs au 01/01/2019 dans le fichier des demandeurs de logement social pour lequel la commune demandée en 1 ^{er} choix est une commune de Grand Poitiers	4 643	1 458
Attributions de logements sociaux	Imhoweb 2018 (hors parc ICF et Foncière)	Nombre de logements sociaux attribués	Nombre de logements locatifs sociaux attribués par Ekidom, Habitat de la Vienne ou Immobilière Atlantic Aménagement sur le territoire au cours de l'année 2018	2 200	522
		Nombre de logements sociaux neufs attribués	Nombre de logements locatifs sociaux neufs (premières mises en location) attribués par Ekidom, Habitat de la Vienne ou Immobilière Atlantic Aménagement sur le territoire au cours de l'année 2018	34	34
		% T1-T2 attribués		38%	32%
		% T3 attribués		41%	39%
		% T4 et plus attribués		21%	29%
		% personnes seules	Part de personnes seules parmi les ménages bénéficiaires d'une attribution de logement social en 2018	46%	39%
		% familles mono-parentales	Part de familles monoparentales parmi les ménages bénéficiaires d'une attribution de logement social en 2018	29%	31%

Thèmes	Sources	Variables			
		Indicateurs	Définitions	Valeur pour GPCu	Valeur pour GPCu hors Poitiers
		% familles nombreuses (3 enfants ou plus)	Part de familles nombreuses (couples ou personnes seules avec 3 enfants ou plus) parmi les ménages bénéficiaires d'une attribution de logement social en 2018	11%	11%
		Âge moyen des attributaires (1er demandeur)		36 ans	36 ans
		% ménages attributaires avec ressources < 40% plafond PLUS (hors étudiants)	Part des ménages bénéficiaires d'une attribution en 2018 dont l'ensemble des ressources fiscales rapporté à la catégorie de ménage est inférieur à 40% du plafond d'accès au logement social PLUS pour cette catégorie de ménage (hors ménages étudiants)	67%	62%
		% ménages attributaires du 1er quartile	Part des ménages bénéficiaires d'une attribution en 2018 dont les ressources mensuelles sont inférieures au seuil du 1 ^{er} quartile des ressources de l'ensemble des demandeurs au 01/01/2018	19%	21%
		% ménages attributaires avec au moins 1 actif occupé	Part des ménages bénéficiaires d'une attribution en 2018 où au moins l'un des titulaires du bail occupe un emploi (stable ou précaire)	51%	56%
		délai moyen d'attribution (en mois)	Nombre de mois moyen pour l'ensemble des attributaires entre le dépôt de la demande de logement social et l'entrée dans les lieux du logement attribué	7,1 mois	7,6 mois
		Nb enfants scolarisés en maternelle et élémentaire (écoles publiques)			
		evol depuis 2010			
Ecoles	Communes	Nb enfants scolarisés en maternelle et élémentaire (écoles privées)			
		evol depuis 2010			

Thèmes	Sources	Variables			
		Indicateurs	Définitions	Valeur pour GPCu	Valeur pour GPCu hors Poitiers
Réseau TC	Vitalis + SNCF + Lignes en Vienne - Juillet 2019	Nombre de lignes Vitalis Reflex, Express et de maillage qui desservent la zone	Nombre de lignes structurantes de bus du réseau de transport urbain qui desservent le quartier / la commune (ne sont pris en compte que les lignes "réflex", "express" et "de maillage", et non les lignes "de desserte locale" dont le tracé oblige à des correspondances et la fréquence est faible)	3 lignes Reflex, 1 ligne Express, 8 lignes de maillage	
		Nombre d'arrêts TER qui desservent la zone avec au moins 8 arrêts dans chaque sens par jour de semaine		ligne Poitiers-Châtelleraut / ligne Poitiers -Niort	
		Nombre de Lignes en Vienne "Premium" qui desservent la zone		1 ligne (101 – Poitiers-Chauvigny)	
Tranquillité publique			Pas de données statistiques		
Environnement urbain	Communes, PLU(i)...	Descriptif des pôles de centralité	Pas de données statistiques		

48 Fiches territoriales

Voir document A3

- Sur la commune de Poitiers, 26 fiches territoriales :
 - o 3 fiches sur le grand quartier de Beaulieu : Beaulieu (1 Iris), Les Templiers (1 Iris), Iassi (1 Iris)
 - o 3 fiches sur le grand quartier du Breuil-Mingot-Saint-Eloi : Saint-Eloi Mandela (1 Iris), Saint-Eloi Fraternité (1 Iris), Touffenet / Breuil-Mingot (2 Iris)
 - o 3 fiches sur le grand quartier du Centre-Ville : Blossac Saint-Hilaire / Carnot (2 Iris), Gare / Les Trois-Quartiers / Les Feuillants (3 Iris), Hôtel-de-Ville / Sainte-Croix / Cathédrale (3 Iris)
 - o 4 fiches sur le grand quartier des Couronneries : Aliénor d'Aquitaine (1 Iris), Couronneries Europe (1 Iris), Couronneries Nimègue (1 Iris), Provence (1 Iris)
 - o 1 fiche pour le grand quartier du Faubourg ouest (3 Iris)
 - o 1 fiche pour le grand quartier de la Gibauderie (4 Iris)
 - o 2 fiches sur le grand quartier de Montbernage – Pont-Neuf : La Plaine / Ganterie (2 Iris), Quatre-Roues les Dunes / Montbernage (2 Iris)
 - o 2 fiches sur le grand quartier de Poitiers Ouest : Bel-Air (1 Iris), La Demi-Lune / La République (2 Iris)

- 3 fiches sur le grand quartier de Poitiers Sud : Chilvert (1 Iris), Bellejouanne (1 Iris), Prés-Mignons / Pointe-à-Miteau (2 Iris)
- 4 fiches sur le grand quartier des Trois-Cités : Clos-Gauthier Les Sables (1 Iris), Saint-Cyrpien (1 Iris), Grand-Maison (1 Iris), Les Cours (1 Iris)
- Sur la commune de Buxerolles, 3 fiches territoriales : Planty-Amandiers (1 Iris), Centre (1 Iris), Nord / Bizais-Pépinière (2 Iris)
- Sur la commune de Chasseneuil-du-Poitou, 2 fiches territoriales : Futuroscope / Les Portes du Futur (2 Iris), Zone urbaine (1 Iris)
- Pour les autres communes, 17 fiches territoriales :
 - 1 fiche pour Beaumont-Saint-Cyr
 - 1 fiche pour Biard
 - 1 fiche pour Chauvigny
 - 1 fiche pour Dissay
 - 1 fiche pour Fontaine-le-Comte et Croutelle
 - 1 fiche pour Jaunay-Marigny
 - 1 fiche pour Ligugé
 - 1 fiche pour Lusignan
 - 1 fiche pour Mignaloux-Beauvoir
 - 1 fiche pour Migné-Auxances
 - 1 fiche pour Montamisé
 - 1 fiche pour Saint-Benoît
 - 1 fiche pour Saint-Georges-lès-Baillargeaux
 - 1 fiche pour Vouneuil-sous-Biard
 - 1 fiche pour la première couronne est : Bignoux, La Chapelle-Moulière, Lavous, Liniers, Saint-Julien-l'Ars, Savigny-Lévescault, Sèvres-Anxaumont
 - 1 fiche pour les communes de l'est : Bonnes, Jardres, Pouillé, La Puye, Sainte-Radegonde, Tercé
 - 1 fiche pour les communes du sud-ouest : Béruges, Celle-Lévescault, Cloué, Coulombiers, Curzay-sur-Vonne, Jazeneuil, Rouillé, Saint-Sauvant, Sanxay

(En attente carte de synthèse)

Annexe 3 : Charte de relogement

GRAND POITIERS DG Développement urbain - Construction
Communauté urbaine Direction Urbanisme - Mixité sociale

Juillet 2018

Programme de renouvellement urbain des Couronneries 2017 – 2024 Charte de relogement



Préambule

Le programme de renouvellement urbain des Couronneries (Convention pluriannuelle n°617 signée le 10 novembre 2017) prévoit des interventions sur les logements induisant des relogements temporaires ou définitifs :

- La démolition de 51 lots, soit 45 logements sociaux et 6 locaux professionnels (sur les résidences Schuman, Slovénie L52, Slovénie L52b, Dunant L46a) ;
- La disparition de 5 logements sociaux pour l'agrandissement de la maison médicale (115 rue des Couronneries) ;
- Des travaux importants (réaménagement des appartements voisins des logements démolis sur Schuman, Dunant L46a, Slovénie L52 et L52b) obligeant au relogement provisoire ou définitif (selon leur choix) des locataires de 38 logements sociaux et 2 locaux professionnels.

Les occupants de 96 lots seront donc à reloger définitivement ou, pour certains, temporairement. L'occupation 2017 de ces lots montre que :

- 6 logements sont vides et ne seront pas reloués d'ici les travaux ;
- Les 8 locaux professionnels sont loués, et nécessiteront d'être relocalisés ;
- 12 logements sont loués à des associations ou d'autres structures, dont les besoins devront être étudiés de façon spécifique pour leur proposer une relocalisation adaptée ;
- 70 logements sont occupés par des ménages à reloger.

En ce qui concerne la Résidence Habitat Jeunes Kennedy, 145 places environ sont occupées sur un mois courant, avec :

- 20 apprentis et alternants et 32 autres salariés, dont 70% viennent d'une commune extérieure à Poitiers, et dont 50% bénéficient d'un accompagnement ;
- 10 stagiaires, notamment en lien avec l'AFPA ;
- 32 sans activité et demandeurs d'emploi, dans le cadre de conventions avec plusieurs structures (IDEF, CADA, Croix-Rouge, ALT, Audacia CAO) ;
- 51 scolaires (dont une vingtaine orientés par l'ASE – mineurs étrangers isolés) ou étudiants de l'enseignement supérieur.

La diminution des places conventionnées avec l'IDEF (fin des conventions hors cadre résidence habitat jeunes) et avec l'ASE et l'arrêt des conventions qui permettaient de pallier la vacance du parc de logements actuels de la Résidence Habitat Jeunes (CADA, Croix-Rouge, Audacia) seront anticipés. L'objectif est de passer d'une cinquantaine de places conventionnées à seulement une quinzaine de places à court terme. Les personnes concernées ne seront pas remplacées à leur départ. Elles ne seront donc pas à reloger lors de la démolition.

Pour les autres résidents, le nouveau bâtiment devant être opérationnel avant la démolition de l'ancien, il n'y a pas de problématique de relogement non plus. Cette charte de relogement ne prend donc pas en compte ce public¹.

¹ La répartition par public attendu en 2020 est la suivante :

- 25 apprentis et alternants et 35 autres salariés ;
- 7 stagiaires ;

Conformément au règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU approuvé par arrêté ministériel le 4 juillet 2018, et comme prévu par le Document cadre des orientations de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) de Grand Poitiers en matière d'attributions de logements sociaux adopté par la CIL le 4 mars 2016 et par la Convention intercommunale d'équilibre territorial de Grand Poitiers signée le 10 mars 2017, Grand Poitiers et les bailleurs sociaux du territoire, en lien avec les services de l'Etat, les réservataires de logements sociaux et les associations de locataires, s'engagent à mettre en œuvre un processus de relogement de qualité, permettant de répondre aux besoins et aux souhaits des ménages, des professionnels et des associations à reloger.

Article 1- Les objectifs de relogement

Les objectifs de la stratégie de relogement concernant le projet de rénovation urbaine sont les suivants :

- Offrir des parcours résidentiels positifs aux ménages, notamment en direction de logements neufs ou conventionnés depuis moins de cinq ans, et en dehors des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Réinscrire les ménages en difficultés sociales dans une dynamique d'insertion ;
- Contribuer à la mixité sociale ;
- Encadrer l'impact financier du relogement pour les ménages, par un effort de maîtrise du reste à charge des ménages ;
- Proposer aux professionnels et associations à reloger une relocalisation adaptée à leurs besoins, si possible dans le quartier.

Sur les 70 ménages à reloger, l'objectif est d'en reloger 55 hors QPV, dont 35 dans du parc neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans. En effet certains ménages souhaiteront rester sur le quartier (notamment les personnes âgées), voire retrouver leurs appartements suite aux travaux lourds.

Article 2- Les principes de relogement

Pour atteindre les objectifs de l'article 1, le dispositif mis en place doit s'appuyer sur les principes suivants :

2.1. La qualité de l'information et de la concertation avec les ménages et leurs représentants

La qualité du relogement est étroitement liée à la concertation menée avec les ménages concernés et leurs représentants. L'information, la transparence sur les modalités sont indispensables pour maintenir une relation de confiance et instaurer un dialogue constructif avec le ménage autour de son projet logement.

En sus des opérations d'information et de concertation de l'ensemble des habitants du quartier sur le projet de renouvellement urbain, les locataires directement concernés par les démolitions bénéficieront d'une démarche spécifique permettant de les impliquer dans leur relogement avec une participation active au choix de leur nouveau lieu de résidence et des conditions de leur relogement. L'objectif est de respecter les souhaits et les besoins des ménages (localisation, type d'habitat, surface du logement, taux d'effort, maîtrise du reste à charge, environnement de voisinage...). Cette démarche aura lieu sur une durée suffisamment longue (12 à 18 mois) pour proposer un choix important de logements libérés dans le parc neuf ou ancien, en privilégiant les propositions de relogements dans le parc de logement locatif social neuf, conventionné depuis moins de cinq ans ou

-
- 8 sans activité et demandeurs d'emploi ;
 - 15 étudiants de l'enseignement supérieur ;
 - 10 scolaires.

ayant bénéficié d'une réhabilitation lourde depuis moins de cinq ans, afin de favoriser un parcours résidentiel positif. Les propositions de relogements dans les communes extérieures de Poitiers (où la production neuve en orientée, notamment la production de grands logements) seront prioritaires.

La concertation avec les représentants des locataires, notamment dans le cadre des conseils de concertation locative abordera les conditions de relogement et les garanties apportées aux locataires.

2.2. Une participation à la prise en charge du relogement des ménages

Le relogement doit permettre la maîtrise de la quittance globale du locataire : à situation constante du locataire (composition du ménage, situation économique...), le reste à charge² doit rester stable ; en cas d'évolution de la situation familiale et/ou financière, le taux d'effort et le reste pour vivre doivent être compatibles avec les ressources du ménage.

Nota³ : Afin de faciliter les parcours résidentiels vers des logements locatifs sociaux neufs ou conventionnés depuis moins de cinq ans, l'ANRU peut accorder une "indemnité pour minoration de loyer" à l'organisme HLM accueillant les ménages concernés, à condition que :

- le relogement définitif est réalisé dans le parc de logement locatif social neuf ou conventionné depuis moins de cinq ans ;
- le loyer inscrit au bail du ménage relogé est fixé au maximum au plafond de loyer pour l'attribution de l'aide personnalisée au logement du ménage concerné, tel que défini à l'article R351-17-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Cette indemnité correspond à un montant forfaitaire d'aide selon la typologie du logement par ménage relogé de façon définitive :

- 1 500 € pour un T1/T2 ;
- 4 000 € pour un T3/T4 ;
- 5 000 € pour un T5 et plus.

Une cible de 35 relogements concernés par cette minoration est retenue : une vingtaine de T3/T4 et une quinzaine de T5 et plus (soit une enveloppe de 155 000 €).

De plus, les ménages concernés étant contraints à déménager du fait des démolitions ou restructurations, le principe qui s'applique est la prise en charge par le bailleur des frais liés au relogement et au déménagement (déménageur, changement d'adresse, ouverture et fermeture des compteurs et lignes diverses...), l'accompagnement dans les démarches administratives et le transfert du dépôt de garantie.

2.3. La priorité des relogements dans les propositions d'attributions

Les attributions de logements dans le cadre des relogements doivent s'inscrire dans le cadre défini par la réglementation (CCH articles L441 et suivants, PDAPLHPD...), par le Document cadre d'orientations de la Conférence intercommunale du logement en matière d'attributions de logements sociaux et par la Convention intercommunale d'équilibre territorial de Grand Poitiers.

Cependant le relogement de ces ménages sera intégré dans les priorités d'attribution sur l'ensemble du patrimoine des bailleurs sociaux signataires et les critères suivants pris en considération pour l'attribution : parcours résidentiel positif, lien social à préserver, éloignement domicile/travail avec une recherche de minimisation de l'éloignement, scolarité des enfants, offres de transports en commun et de services courants, modalités d'accès aux programmes neufs (possibilités de relogement temporaire avec engagement d'attribution d'un logement neuf à construire), traitement des situations de sur-occupation et des situations de sous-occupation des logements.

² Reste à charge = loyer principal + loyers annexes + charges + troisième ligne de quittance - aide au logement

³ Cf. Règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU du 7 août 2015, titre II, chapitre 2.1.3.2.

2.4. Les moyens d'accompagnement social dans le cadre du relogement et l'articulation avec les autres acteurs

Les locataires bénéficieront d'un accompagnement social et matériel pendant toute la durée du processus de relogement (aide à la gestion du déménagement et des démarches induites, prise en charge des frais de déménagement, si nécessaire réalisation de petits travaux d'embellissement dans le nouvel appartement...).

Au-delà de cet accompagnement mis en œuvre par l'équipe opérationnelle de relogement pour organiser les relogements, des moyens d'accompagnement social plus spécifiques pourront être mobilisés si nécessaire. Cet accompagnement social a pour objectif d'apporter une aide renforcée à des familles en difficultés face au relogement.

2.5. La gestion urbaine de proximité durant la période du relogement

Le maintien de l'entretien courant et de la qualité du cadre de vie pendant la période d'attente de la démolition et tout au long du processus de relogement sera recherché par les bailleurs sociaux et la collectivité (entretien des parties communes des immeubles à déconstruire jusqu'au départ du dernier locataire, sécurisation des appartements inoccupés...).

Article 3- Les engagements des partenaires

Les engagements des partenaires ont pour but de concrétiser les objectifs de qualité des relogements et d'équilibre de peuplement. Ils s'inscrivent dans le débat plus large des politiques locales de l'habitat et en particulier le repositionnement de l'offre nouvelle dans la ville et les équilibres des quartiers d'accueil.

Les bailleurs sociaux restent les maîtres d'ouvrage opérationnels des opérations de relogement, mais la mobilisation des partenaires est indispensable pour la conduite et l'atteinte des objectifs. L'implication des partenaires détenteurs d'un pouvoir réservataire comme l'État (mobilisation du contingent préfectoral dans le cadre des personnes prioritaires définies localement) ou Action Logement Services pourra utilement être recherchée. Pour ces derniers, les objectifs particuliers résultant des engagements contractuels passés avec les bailleurs devront être pris en compte (12,5% de droits de réservations sur les logements réhabilités, conformément à la convention pluriannuelle du NPNRU dans le quartier des Couronneries à Poitiers). De même, l'engagement des acteurs sociaux du Département, du CCAS, du FSL, des associations contribuera à l'objectif de qualité de l'accompagnement des relogements. Les représentants des habitants pourront également participer à sa mise en œuvre.

Les engagements des partenaires sont à la fois individuels et collectifs, collectifs pour l'application des principes définis par la charte afin que la démarche soit fédératrice dans son objectif d'assurer la qualité des relogements, et individuels en fonction de leurs spécificités :

- Bailleurs maîtres d'ouvrage des relogements : mise en place de l'organisation nécessaire pour mener à bien l'ensemble des relogements (y compris la relocalisation des professionnels et des associations à reloger), conformément à la démarche décrite dans l'article 4 de la présente charte.
- Grand Poitiers : pilotage des opérations de relogements via les instances et outils prévus par l'article 5 de la présente charte.
- Solidarité inter bailleurs : Chaque bailleur s'engage, conformément aux pratiques actuelles, à soumettre à chacun des autres bailleurs présents sur le territoire, les demandes qu'il n'a pu satisfaire, lesquels s'engagent à les examiner dans les mêmes conditions que les demandes de ses propres locataires.
- Solidarité intercommunale : offre de logement social des communes faisant partie de l'intercommunalité dans l'objectif de participer à l'équilibre social sur le territoire de Grand Poitiers.

- État : mobilisation du contingent préfectoral pour les ménages pour lesquels les dispositions de la présente charte ne permettraient pas d'aboutir à un relogement adapté ; cette mobilisation interviendrait soit après reconnaissance par la commission de réservation préfectorale (après sollicitation de la commission par un référent social), soit par le biais d'une labellisation directe du ménage par le préfet (après appréciation de la situation par les services de l'État).
- Action Logement Services : contribution au relogement des salariés des entreprises du secteur assujetti concernés par les démolitions.
- Représentants des habitants : engagement des associations de locataires à informer les habitants de leurs droits et devoirs.
- Département de la Vienne : participation des travailleurs sociaux au diagnostic individuel préalable au relogement et à l'accompagnement post relogement (pour les ménages suivis ou ayant besoin d'un suivi, en cas d'accord des ménages concernés avec cette démarche).
- FSL 86 : pour les ménages concernés par le relogement ANRU, des dérogations au règlement intérieur du FSL sont possibles :
 - o Aide au dépôt de garantie sur le différentiel entre l'ancien dépôt et le nouveau si celui-ci est supérieur à 70 € ;
 - o Cautionnement possible sous réserve que le ménage bénéficie pour l'ancien logement d'un cautionnement en cours de validité du FSL, ou ait été présent dans le logement depuis moins de 2 ans.
- CCAS de Poitiers : participation des travailleurs sociaux au diagnostic individuel préalable au relogement et à l'accompagnement post relogement (pour les personnes seules bénéficiaires du RSA, si elles sont d'accord avec cette démarche), possibilité d'activer le partenariat du CCAS autour des situations des personnes âgées avec des besoins spécifiques.

Article 4- Le déroulement des relogements

La mise en œuvre des relogements est de la compétence des bailleurs sociaux, maîtres d'ouvrage des opérations de démolition.

Ils peuvent faire appel à un prestataire extérieur ou créer en interne les structures ad hoc.

Les modalités de mise en œuvre des relogements sont propres à chacun des bailleurs en fonction de leur structuration.

Elles doivent cependant être rythmées par un certain nombre d'étapes communes à tous et garantissant le respect des grands principes du relogement.

Les principales étapes de la mise en œuvre du relogement sont les suivantes :

4.1. Le diagnostic individuel (enquête sociale)

Il s'effectue après la présentation du projet de démolition reconstruction partagé entre la collectivité territoriale et le bailleur.

Chaque famille, locataire des bâtiments voués à la démolition, fait l'objet de visites à son domicile afin de mieux appréhender la situation réelle et quotidienne.

Ces rencontres permettent d'établir les éléments suivants :

- la composition familiale et les revenus du ménage, ses capacités à supporter une éventuelle augmentation du taux d'effort, et l'impact de l'allocation personnalisée au logement ;
- les souhaits du ménage concernant le nouveau logement : typologie, localisation, besoins en service de proximité, proximité du réseau familial et social, de l'activité professionnelle ;
- les éléments spécifiques au ménage : les personnes âgées nécessitant une prise en charge particulière, les personnes handicapées ou malades pour lesquelles certaines précautions sont

nécessaires, les souhaits de décohabitation, les barrières de langues, les problèmes d'hygiène, les dettes de loyers....

A cette occasion sont généralement précisées les mesures prises par le bailleur pour le relogement des familles et ce, tant en termes financier qu'en termes d'accompagnement.

Avec l'accord des ménages concernés, les services sociaux (MDS, CCAS) qui suivent ces ménages peuvent être impliqués dans cette phase de diagnostic individuel.

Le travail effectué fait l'objet d'une fiche de suivi écrite pour chaque ménage précisant :

- les éléments recueillis auprès des ménages :
 - o situation avant relogement (adresse, composition familiale...);
 - o besoins du ménage;
 - o capacités financières (loyer, charges, aides...);
 - o souhaits du ménage.
- les propositions écrites des maîtres d'ouvrages :
 - o propositions de logement;
 - o propositions d'accompagnement;
 - o propositions de mise à niveau du logement.
- Les suites à ces propositions :
 - o réponses (écrites si possible) des ménages aux propositions formulées;
 - o accompagnement mis en place, travaux dans le nouveau logement réalisés, entrée dans les lieux, etc.;
 - o recours éventuels...

L'ensemble des informations collectées dans cette phase enquête va permettre de définir le plan de relogement et permettra le suivi des actions de relogement (cf. article 5.2).

4.2. Les propositions de logement

A partir du diagnostic, de nouveaux contacts sont organisés avec le ménage pour lui faire des propositions de logement adaptées à sa situation et à ses attentes.

Les visites de logements ont lieu en présence des personnes en charge du relogement et doivent permettre de faire le point sur l'adéquation du logement aux besoins de la famille et les adaptations éventuelles à apporter.

Cette phase est caractérisée par de nombreux allers-retours entre les familles et les représentants des bailleurs qui permettent, si besoin, de reformuler ou de faire évoluer la demande initiale.

A chaque proposition de relogement, une attention toute particulière devra être portée aux capacités financières de la famille, en tenant compte du montant des "restes à charge" estimés correspondant à l'ancien et au nouveau logement.

Sauf satisfaction de la demande à l'une des 2 premières propositions de relogement, un minimum de trois propositions écrites adaptées successives est exigé (les bailleurs sont libres d'en faire plus)⁴.

⁴ Code de la Construction et de l'Habitation, article L442-6 : "II. En cas d'autorisation de démolir [d'un bâtiment HLM] ou de démolition prévue par une convention [ANRU], le locataire ayant refusé trois offres de relogement respectant les conditions prévues à l'article 13 bis de la loi n°48-1360 du 1er septembre 1948 ne bénéficie plus du droit au maintien dans les lieux. Toutefois, cette condition n'est pas exigée du bailleur qui démontre qu'un logement, répondant aux conditions du même article 13 bis, a été spécialement conçu pour le relogement du locataire. A l'expiration d'un délai de six mois à compter de la notification de la troisième offre de relogement, le locataire est déchu de tout titre d'occupation des locaux loués.

Les locaux ainsi rendus disponibles ne peuvent être réoccupés avant le début des travaux."

Article 13 bis de la loi n°48-1360 du 1er septembre 1948 : "Le local mis à la disposition des personnes évincées [pour cause de démolition ou de travaux de surélévation ou addition de construction rendant inhabitable le logement] doit [être décent] et correspondre à leurs besoins personnels ou familiaux et, le cas échéant, professionnels, et à leurs possibilités, il doit en outre être situé : Dans le même arrondissement ou les

La Commission d'attribution de logements du bailleur concerné reste souveraine pour valider chaque proposition d'attribution de logement.

Au-delà de 3 propositions écrites adaptées refusées par le demandeur, l'instance technique d'examen des cas particuliers de la CIL de Grand Poitiers sera saisie, afin de trouver une solution partenariale.

Pour faciliter le relogement, le bailleur propriétaire du futur logement pourra réaliser des travaux d'embellissement en mobilisant les crédits nécessaires.

Afin de permettre un véritable choix, les bailleurs s'engagent à donner la priorité à tous les locataires concernés par les démolitions.

Ainsi, tout logement libéré dans le patrimoine ou mis en location est mis à la disposition de l'équipe qui assure la procédure de relogement dès lors que celui-ci est susceptible de correspondre aux souhaits des locataires.

Une attention particulière sera accordée à l'impact des relogements sur les migrations scolaires, les bailleurs sociaux devant signaler, en tant que de besoin au service scolaire de la Ville de Poitiers et éventuellement de la commune d'accueil toute prévision d'évolution importante des effectifs.

Il est précisé que, si aucune solution de relogement n'a pu être trouvée, le locataire peut, en dernier recours, saisir le Président de la Communauté d'Agglomération de Poitiers, porteur de projet du Programme de renouvellement urbain.

Ce dernier convoquera une réunion de l'instance technique d'examen des cas particuliers de la CIL de Grand Poitiers, qui, si elle juge le recours recevable, sera chargée de mener une action de conciliation, d'évaluer les suites à donner par le maître d'ouvrage ou les autres bailleurs sociaux, et de formuler éventuellement une nouvelle proposition au locataire en adéquation avec ses besoins et ses ressources.

4.3. Le déménagement

Les locataires bénéficient, lors du déménagement, d'un accompagnement matériel et social renforcé.

Les frais généraux (déménageur...) et les frais annexes (changement d'adresse, ouverture et fermeture des compteurs et lignes diverses : eau, électricité, gaz, téléphone, Internet...) sont pris en charge par le bailleur propriétaire du logement démolé.

Les modalités de prise en charge sont propres à chacun des bailleurs en fonction des décisions de leur conseil d'administration et de la législation en vigueur.

Les frais peuvent être pris directement en charge par le bailleur ou faire l'objet d'un remboursement sur présentation des factures.

A titre dérogatoire, le dépôt de garantie est transféré de l'ancien vers le nouveau logement pour tous les locataires dont le retard des paiements de loyers ne dépasse pas un mois de loyer brut, et sous réserve qu'ils ne soient pas responsables de dégradations. Les bailleurs sont libres de demander au locataire de s'acquitter ou non du différentiel qui pourrait exister.

Les bailleurs sociaux aident les locataires dans le montage des dossiers administratifs nécessaires au relogement.

Ils aident le locataire dans son déménagement en planifiant celui-ci et en assurant le rôle de relais entre lui et le déménageur.

arrondissements limitrophes ou les communes limitrophes de l'arrondissement où se trouve le local, objet de la reprise, si celui-ci est situé dans une commune divisée en arrondissements ; Dans le même canton ou dans les cantons limitrophes de ce canton inclus dans la même commune ou dans les communes limitrophes de ce canton si la commune est divisée en cantons ; Dans les autres cas sur le territoire de la même commune ou d'une commune limitrophe, sans pouvoir être éloigné de plus de 5 km.*

Ils s'assurent que le nouveau logement est prêt ; ils assurent le suivi des travaux éventuels de remise en état et s'occupe des ouvertures de compteurs d'eau, d'électricité et de gaz.

Les personnes âgées, handicapées ou présentant des difficultés psychologiques, ainsi que les ménages en difficulté familiale (divorce...) pourront bénéficier d'une assistance humaine renforcée. Ainsi, ponctuellement, un agent mandaté par les bailleurs peut intervenir pour aider aux petits travaux d'installation. Cette intervention est à l'appréciation de l'équipe en charge du relogement.

Il est à noter que dans le cadre d'un relogement dans le patrimoine d'un autre bailleur privé ou public, les locataires bénéficieront, de la part de leur bailleur d'origine, du même soutien et de la même prise en charge financière.

Les bailleurs sont libres de s'organiser entre eux pour définir les modalités d'application de ce principe sous réserve de validation par l'ANRU et de la signature d'une convention financière entre bailleurs préalable aux travaux.

4.4. L'accompagnement après le relogement

Conformément à la pratique de droit commun, dans le trimestre suivant le déménagement, le bailleur procède à une visite du locataire concerné, sous réserve qu'il ait été relogé dans le département de la Vienne, pour s'assurer de sa bonne intégration dans le nouveau logement.

En cas de changement de quartier, un relais est mis en place avec la nouvelle agence ou antenne concernés.

Les familles les plus fragiles devront bénéficier d'un accompagnement plus rapproché en lien avec les acteurs sociaux du quartier ou de la commune.

Dans l'année suivant leur emménagement, les locataires relogés feront l'objet d'une visite à domicile de la part du bailleur.

L'analyse et la synthèse de ces visites seront intégrées aux bilans des opérations de relogement prévus à l'article 5.2.

4.5 Le cas des relogements provisoires

La complexité des opérations de rénovation urbaine peut conduire à pratiquer des relogements provisoires, soit lorsque des travaux de réhabilitation lourde nécessite de libérer temporairement le logement, soit pour permettre aux locataires qui le souhaitent d'accéder à des programmes de constructions neuves dont la livraison est programmée après la démolition (relogement tiroir).

Dans le cadre des travaux de réhabilitation lourde, un relogement définitif sera systématiquement proposé aux ménages concernés, le relogement provisoire n'arrivant qu'en seconde proposition.

Tout relogement provisoire fera l'objet d'un accord écrit du locataire. Les conditions du relogement provisoire (ainsi que les principes du relogement définitif s'il y a lieu) feront l'objet d'un engagement du bailleur précisé préalablement au locataire.

En cas de relogement temporaire lié à des travaux de réhabilitation lourde, le bailleur s'engage à réintégrer la famille dans le logement d'origine après réhabilitation.

En cas de relogement tiroir, les locataires concernés par ces doubles relogements bénéficieront, pour chaque déménagement, de l'accompagnement social et matériel prévu à l'article 4.3.

Article 5- Le dispositif de pilotage et de suivi des relogements

5.1 Organisation du pilotage et du suivi

Le relogement repose directement sur les organismes de logement social propriétaires et gestionnaires des logements démolis et restructurés.

Chaque organisme bailleur s'organise en interne pour effectuer une recherche de logements adaptés aux besoins des locataires et en externe avec les autres bailleurs pour mutualiser les offres.

Le suivi du relogement est partenarial.

Il repose sur un groupe de travail "relogement" issu de "l'équipe projet" élargie aux partenaires signataires de la présente charte qui suit la mise en œuvre du Programme de renouvellement urbain des Couronneries, dont la composition est la suivante :

- L'Agence Nationale de Rénovation Urbaine : le délégué territorial ou son représentant ;
- La Communauté d'agglomération Grand Poitiers : les représentants de la Direction Urbanisme – Mixité sociale, de la Mission Projets – Aménagement, de la Direction Politique de la ville – Solidarité ;
- Les Bailleurs sociaux : les représentants d'Ekidom, d'Habitat de la Vienne et d'Immobilier Atlantique Aménagement ;
- Le Département de la Vienne : deux représentants ;
- La Direction Départementale de Cohésion Sociale de la Vienne : un représentant du Service Accès et droit au logement et à l'hébergement ;
- Action Logement Services : un représentant ;
- CCAS de Poitiers : un représentant ;
- FSL 86 : un représentant ;
- Les associations de locataires signataires de la présente charte : un représentant par association.

Il est co-piloté par l'ANRU et par Grand Poitiers, en partenariat avec les bailleurs sociaux.

Ce groupe de travail "relogement" est chargé :

- d'examiner les bilans annuels des opérations de relogements menées par les bailleurs afin de s'assurer du respect des objectifs globaux de la convention de mise en œuvre du Programme de renouvellement urbain des Couronneries ;
- de suivre l'avancée des relogements et l'application des principes définis par la présente charte ;
- de construire un partenariat efficace entre intervenants du champ social et organismes bailleurs ;
- de faciliter l'accueil des habitants dans leurs nouveaux logements en informant et mobilisant les institutions respectives en fonction de leurs compétences ;
- de faciliter le partenariat inter bailleurs pour la recherche de logements.

Il est précisé que le groupe de travail "relogement" n'a pas vocation à se substituer aux commissions d'attribution des bailleurs sociaux.

Le groupe de travail "relogement" se réunit autant que de besoins, en fonction du phasage des démolitions et restructurations et au moins une fois par an.

Le groupe de travail "relogement" pourra être réuni à la demande d'un de ces membres. Cette demande devra être formulée auprès du Président de Grand Poitiers qui s'engage à organiser cette réunion dans un délai de 1 mois suivant la réception de la demande.

Il est précisé que le groupe de travail "relogement" n'a pas vocation à débattre des situations individuelles.

Les réunions du groupe de travail "relogement" seront l'occasion d'informer les partenaires sur l'avancée du Programme de renouvellement urbain des Couronneries.

Le groupe de travail "relogement" devra rendre compte régulièrement de son action au comité de pilotage du Programme de renouvellement urbain des Couronneries.

5.2 Outil de suivi et d'évaluation

Mise en place d'un tableau de bord de suivi des situations de relogement reprenant les éléments de la fiche de suivi prévue à l'article 4.1 :

- situation initiale du ménage : logement (adresse, typologie, loyer...), composition familiale, ressources, APL/ALS/ALF, loyer, reste à charge, taux d'effort...
- souhaits et besoins du ménage ;
- propositions adaptées (date, localisation, typologie, travaux éventuels, frais annexes pris en charge, accompagnement proposé, loyer, APL, reste à charge, taux d'effort...) ;
- réponse(s) des locataires aux 3 propositions, accompagnement mis en place et éventuellement recours...

Un traitement statistique de ces données, enrichi d'éléments qualitatifs (retour des équipes chargées de la mise en œuvre du relogement, synthèse des visites post-relogement – cf. article 4.4, etc.) sera présenté au moins une fois par an au groupe de travail "relogement" pour une analyse partagée.

Le groupe de travail "relogement" rendra compte de cette analyse au comité de pilotage du Programme de renouvellement urbain des Couronneries.

Article 6 – Durée de la charte

La charte de relogement sera effective et opposable durant toute la durée de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain n°617 du quartier des Couronneries de Poitiers.

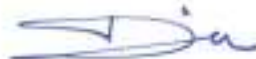
GRAND POITIERS DG Développement urbain - Construction
Communauté urbaine Direction Urbanisme - Mixité sociale

Juillet 2018

18 MARS 2018

Fait à Poitiers, le

La Préfète de la Vienne,
Délégue territoriale de l'ANRU



Isabelle DILHAC

Le Président de
Grand Poitiers Communauté urbaine

Alain CLAEYS



Le Président d'Ekidom,
OPH de Grand Poitiers



Daniel HOFNUNG

Le Président d'Habitat
de la Vienne, OPH du
Département de la
Vienne



Henri COLIN

Le Président de la SA
d'HLM Immobilière
Atlantique Aménagement



Didier RIDORET

Le Directeur régional
d'Action Logement
Service en Nouvelle-
Aquitaine



Jean-François LEU

La Vice-Présidente du
Centre Communal
d'Action Sociale de
Poitiers



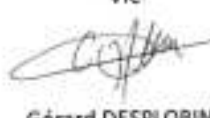
Régine FAGET-LAPRIE

La Présidente de la
Fédération de la
Vienne de la
Confédération
Nationale du Logement



Pierrette REAU

Le Président de l'Union
locale de Poitiers de
l'association
Consommation,
Logement et Cadre de
Vie



Gérard DESPLOBINS

Le Président de l'Union
départementale de la
Vienne de la
Confédération
Syndicale des Familles



André VIGNER

La Présidente de
l'Association Force
Ouvrière de défense
des Consommateurs et
locataires de la Vienne



Michèle BELLOT-
FRISQUET

Le Président du Fonds
de Solidarité pour le
Logement de la Vienne



Alain PICHON

Jean Jacques PERROT